**RETRANSCRIPTION DES INTERVENTIONS DU SEMINAIRE « REPONDRE AUX DEFIS DU XXIème SIECLE AVEC L’AGROECOLOGIE : POURQUOI ET COMMENT ? » - 11 DECEMBRE 2012**

**INTRODUCTION DE LA JOURNEE :**

**Valentin Beauval :**

L’agroécologie ce sont trois approches complémentaires :

* une approche scientifique, qui est une fusion de l’écologie et de l’agronomie. A démarré il y a peu de temps en France mais plusieurs décennies en AmLat
* un ensemble de pratiques, anciennes mais remises au goût du jour ainsi que des pratiques nouvelles
* un mouvement social qui incite les chercheurs et les mouvements sociaux, particulièrement en AmLat à relier l’agroécologie avec les circuits-courts, avec la bio etc.

**Christophe Naudin :**

Je vais commencer par un panorama historique.

* Le terme d’agroécologie apparaît en 1928 dans un ouvrage de Benzin un agronome russe qui en parle comme l’application des méthodes de l’écologie à la production de plantes d’intérêts commerciaux. Cela rejoint la proposition de Stéphane Henin d’une « écologie appliquée à la production de peuplement cultivé » ou d’une « écologie du champ cultivé » 1957.
* Dans les années 1980 dvpmt agroécologie scientifique dans le cadre de la notion d’agroécosystème définie par Odom comme un « écosystème domestiqué », intermédiaire entre naturel et totalement artificialisé. Les recherches sur l’AE commencent, sur les propriétés des AE, avec des publications notamment d’Altieri et Gliessman, et les aspects de dvpmt ruraux.
* Troisième période année 90 Sommet de Rio donne un grand dvpmt et effervescence autour des questions de durabilité, on observe un début de projet de recherche qui s’amplifie avec élargissement vers questions de fertilité du sol et de production animale.
* Depuis 2000 il existe une nouvelle dimension de l’agroécologie avec proposition de nouvelles définitions :
  + Francis « étude intégrée des systèmes alimentaires dans leur nature intégrée »
  + Gliessman, approche applicative de mise en œuvre sur le terrain
  + Les deux basées sur les approches d’Altieri de Berkeley.

Le développement pays par pays :

* USA
  + D’abord une agroécologie explorée par scientifiques en réaction à des dégradations de l’environnement liées aux pratiques agricoles (dustbowl), intérêt pour pratiques traditionnelles. Naissent des mouvements agroécologiques, qui viennent à promouvoir des pratiques.
* Brésil
  + D’abord un mouvement en réaction à une agriculture intensive dommageable. Ils mettent en avant des pratiques agroécologiques, proximité au Brésil entre agroécologie et agriculture biologique ce qui n’est pas le cas dans tous les pays. Sous l’influence d’Altieri, l’agroécologie se structure comme une discipline scientifique et est institutionnalisée comme telle.
* Allemagne
  + Dés le début du XXème l’agroécologie est considérée comme une science parallèle à l’écologie qui promeut une approche intégrée de la parcelle au paysage.
* France
  + D’abord des pratiques alternatives de l’agriculture et en parallèle l’agronomie française s’est remise en question, plus tard, vers des facettes proches de l’agroécologie. L’agronomie française est un facteur explicatif du retard de l’émergence de l’agroécologie en France, qui n’a que 10-12 ans. Elle commence à être reconnu comme discipline scientifique : master, summer schools, mais pas encore de société scientifique d’agroécologie en France et en Europe.

En résumé :

* discipline scientifique
  + approches très diverses dans les échelles
    - parcelle
    - écologie de l’agroécosystème, écosystème entropisé avec mieux productifs et non
    - écologie du système alimentaire (Francis)
* mouvement
  + - agriculture durable
    - dvpmt rural
    - défense environnement
* pratiques
  + - panel de pratiques estampillées à juste titre ou non comme pratique agroécologiques, qui recouvre aussi des enjeux de lobbying etpeut s’avérer discutable.

Evolution depuis 1928 :

* L’échelle
  + l’échelle champ est présente depuis le début, avec interpellations de l’agronomie, science animal, physionomie…
  + approche agroécosystème plus large, échelle de l’exploitation, avec des apports de géographie et des analyses spatialisées des impacts des pratiques
  + aujourd’hui ouverture sur le fait technique, le développement rural, avec interpellation de la sociologie, économie, géographie et sciences sociales
  + on entre ajd dans une approche holistique de « food system » qui pose des questions épistémologiques importantes.
* Le champ
  + L’agroécologie c’est avant tout une discipline scientifique qui prend ses racines dans l’interaction entre l’agronomie et l’écologie :
    - hard agroecology (Dalgard)
    - soft agrocology, fait appel à l’économie et sociologie
  + Hors agroécologie scientifique :
    - croyance/posture philosophique/théologie : certains aspects développés notamment par Pierre Rabhi.

L’agroécologie promeut donc la recherche d’amélioration de systèmes agricoles en ayant recours aux processus naturels, et voir en quoi cette compréhension des processus peut innover dans les systèmes de cultures pour mieux utiliser les régulations biologiques et diminuer les impacts environnementaux. Et l’inverse : analyser l’impact de l’activité agricole sur l’espace naturel, allier espaces productifs et non productifs.

Principes-clés :

* recyclage des éléments nutritifs et énergie sur place, replacer la production agricole dans les cycles biogéochimiques à tous niveaux
* intégration agriculture élevage, promouvoir polyculture élevage ou bien raisonner au territoire avec des flux cohérents entre exploitations spécialisés
* diversité ressources & espèces génétiques
  + dans le temps, successions de cultures
  + dans l’espace, mélanges pluri-spécifiques largement utilisés dans pays du Sud et peu utilisés dans agricultures tempérées
* prise en compte de la productivité globale du système plus que la productivité d’un seul élément
* liens forts avec l’économie solidaire : circuit court, territorialiser à nouveau l’agriculture.

Conclusion :

Je dirais que l’agroécologie prend des formes très variées mais trois lignes de forces

* science de l’action vers le DD. Elle impose :
  + innovation
  + évaluation, ex ante ou ex post
  + mise en pratique contextualisée
* recherche finalisée & recherche action : impliquant les OP
* interdisciplinarité en construction : agro/éco + sciences animales etc… Difficulté d’une approche systémique des systèmes d’élevage et pas seulement analytique tel que c’est proposé dans les sciences vétérinaires. Cette approche systémique doit prendre en compte plusieurs échelles, pour chercher à définir et répondre au problème sur plusieurs niveaux :
  + Multi-acteurs
  + Multi-échelles
  + Repenser l’homme au milieu de la Nature.

**Valentin Beauval :**

Je vais vous montrer des aspects plus pratiques de l’agroécologie.

D’abord deux concepts : *transition* & *niveau*.

L’idée de transition qu’on retrouve dans l’agriculture à Haute Valeur Environnementale de Michel Barnier, et chez Gliessman présente 3 à 4 niveaux :

* L’augmentation de l’efficience des pratiques conventionnelles : agriculture raisonnée qu’on a en France
* La substitution de pratiques agroécologiques à des pratiques traditionnelles avec utilisation d’intrants chimiques
* Approche plus globale telle que définie par Christophe Naudin : l’agroécologie commence là relativement. Travailler au niveau du territoire.
* Le food system, la relation entre ceux qui produisent et ceux qui consomment.

Des pratiques devant répondre aux problèmes majeurs des systèmes agraires concernés :

Autre idée à laquelle je suis attaché : les territoires n’ont pas les mêmes problèmes et ils sont importants d’identifier dans les territoires les problèmes majeurs :

* Pb d’érosion éolienne ou pluviale?
* Pb liés à une perte de fertilité des sols ?
* Pb liés à l’eau (*gestion quantitative et/ou réduction des pollutions)* ?
* Pb liés à une réduction de la biodiversité ?
* Pb liés à de fréquentes attaques parasitaires ?
* Pb liés à de fréquents aléas et changements climatiques ?
* Pb liés à un manque d’autonomie des fermes que ce soit sur le plan intrants chimiques, alimentation des animaux, énergie, ...
* Pb liés à de fortes fluctuations des prix et à des pertes de valeur ajoutée au niveau de la production ?
* Pb induisant une insuffisance de production alimentaire du territoire et/ou une médiocre qualité nutritionnelle des aliments produits.

Les axes d’intervention et pratiques découlant du diagnostic :

* Pratiques permettant une réduction de l’érosion
* Pratiques favorables à l’amélioration de la fertilité des sols
* Pratiques favorisant la biodiversité dans et autour des parcelles
* Pratiques favorisant le stockage du carbone *(sol et végétation arborée)*
* Pratiques permettant une meilleure gestion quantitative de l’eau
* Pratiques limitant les pollutions chimiques ou organiques de l’eau
* Pratiques pour gérer sans pesticides des parasites et adventices
* Pratiques favorisant l’autonomie énergétique des fermes
* Démarches accroissant la résilience face aux aléas climatiques
* Démarches permettant d’accroître la résilience face aux fortes fluctuations des prix et la perte de valeur ajoutée *(= partenariats paysans-consommateurs – qq formes d’agriculture contractuelle)*
* Etc.

Les pratiques contre l’érosion :

* Traditionnellement quand on voulait s’attaquer aux pb d’érosion on faisait des cordons de pierres qui résolvaient le pb partiellement mais sans s’attaquer aux parcelles.
* Autre approche du Sud brésil avec moyens importants : courbes de niveaux, techniques traditionnelles de terrasses de bcp d’agriculture de moyenne montagne.
* Stocker le carbone et augmenter la matière organique des sols :
  + semis direct, simple ou sous couverture végétale, cela représente aujourd’hui + de 100 millions d’hectare soit 7% des terres cultivées annuellement. Le pb est que parfois pour protéger le sol on est obliger de substituer aux outils de travail du sol des herbicides : pertinent pour fixer le carbone et réduire l’érosion mais mauvais pour pollution des eaux.
  + Systèmes racinaires légumineuses avec pois chiches. Mais avant le semis il faut mettre du glyphosate.
  + Tous les outils ne marchent pas sur toutes les terres si elle sont très argileuses par exemple. On a un outil le « strip till » qui travaille très peu profond, 15 cm, avant l’hiver et reprendre dans le même passage au printemps. Fin et marche très bien. Alternative au semoir brésilien.

Axe biodiversité : les intérêts des associations de culture.

* Tous les avantages des associations de culture :
  + densité de culture peu aller jusqu’à 4 fois la culture pure dans certaine parcelle.
  + Mesure du rendement « land équivalent ratio », productivité double des cultures pures, peut être par exemple supérieure au bassin parisien français.
  + Arbres fixateurs d’azote. Glicida Albida, a la particularité de faire végétation en saison sèche, mil arachide poussent très bien en dessous de l’arbre, et même lorsqu’il y a une sécheresse cela ne pousse qu’au-dessous de l’arbre car celui-ci produit de la matière organique, azote, crée un complexe argilo-humique sous l’arbre qui augmente la rétention de l’eau. Mais pas de miracle : si on développe des acacias albidas c’est qu’il y a de l’eau en profondeur.
  + Karité associé aux cultures annuelles, soudano-sahélien
    - Défi : le karité ne pousse bien qu’en génération spontanée, le défi est d’arriver à faire des cultures en couloirs de karités pour pouvoir augmenter motorisation.
  + Vanille et légumineuse comme tuteur Madagascar.
  + Plantations de café avec légumineuses en AmLat.
  + Sierra Leone : utilisation du pois congo cajanus cajan intégré dans les systèmes qu’on plante non seulement en produisant des protéines mais en régénérant la fertilité.
  + Sud Togo : palmiers vignobles, arachides manioc.
  + Agroforesterie : arbre à pin, jacquier (Côte est de Madagascar, Indonésie), anacardiers avec haricots. Les haricots peuvent être semés mécaniquement car anacardiers sont culture en couloir de 10 à 15 m.
  + Dans la caatinga au Nord-Este Brésil, dans le cadre des réformes agraires brésiliennes 20% des terres doivent rester naturelles. Cela permet de produire des piquets et du miel notamment.
  + Sud brésil, conservation de semences avec partage entre paysans, conservation de la biodiversité cultivée.
* Cela induit des inconvénients :
  + mécanisation
  + productivité des sols importante mais pas forcément la productivité du travail, temps de travail très important. On ne peut pas comparer la productivité du travail pour la culture du maïs en association avec maïs en monoculture. Le défi du futur est de mettre de la biodiversité dans les parcelles en maintenant la productivité du travail, exemple mettre céréales et légumineuses et récolter les deux. On commence à y arriver en récoltant tout puis triant par la suite.

Axe visant la réduction des pesticides :

* Réduire les pesticides est un défi pour les agricultures intensives. Il faut des moyens mécaniques importants. La plupart des paysans n’ont pas cela. Certaines innovations techniques permettent d’avoir des binages très fins à 5cm de la ligne, ou des semoirs qui permet de semer de la légumineuse en même temps : on retrouve une pratique ancienne avec des moyens modernes qui permettent d’accroître la productivité du travail et l’efficience.
* Pour réduire de 2/3 les fongicides dans les blés on a remis de la biodiversité dans les parcelles avec des variétés ≠ de blés avec des sensibilités différentes aux maladies.
* Réduction de l’usage des pesticides : lutte contre les mouches de la christophine à la Réunion. Association de pratiques traditionnelles et modernes
  + Prévention : prendre les fruits attaqués par les asticots et les mettre dans un augmentarium, et comme les trichogrammes dans les maïs chez nous on met cela tous les 15-20 m. Les mailles du sac permettent de passer aux parasitoïdes, mais pas aux mouches de passer. On développe une lutte biologique naturelle.
  + On met une plante piège autour des parcelles, du maïs, sur laquelle on met des insecticides.
  + On raisonne globalement au niveau du territoire car si un paysan le fait de manière isolé cela ne marche pas.

**PREMIERE TABLE RONDE :**

**Intervention de cadrage de Laurent Levard :**

**Intervention de Maria Soliz :**

Quelques chiffres d’Amérique latine en relation avec l’agroécologie et l’agriculture paysanne. 17 millions de paysans qui utilisent + ou – 60 millions d’hectares représentants 34,5% des exploitations. Il y a une croissance importante des petites exploitations ou « minifundios », la taille moyenne étant de 1,8 hectares. Une tendance importante à diminuer la surface des exploitations en raison de l’augmentation de la population. Je commence avec ces chiffres car ils sont liés à l’agroécologie, qui vient répondre à ces difficultés structurelles de l’agriculture familiale paysanne en donnant une réponse économique, sociale, environnementale à cette crise des économies paysannes dans un contexte d’absence de politiques de réformes agraires. L’agriculture familiale emploie 14% de la population de l’AmLat avec des différences régionales fortes. Elle représente de 30 à 60% du PIB agricole en Amérique latine. Elle est responsable des emplois de 60% de la population rurale. On peut dire qu’elle est également responsable d’entre 60 et 70% de l’alimentation des paysans pour les marchés internes. Dans ce contexte, l’agroécologie n’est pas reconnue dans la majorité des pays quand on parle de production agroécologique interne, mais seulement quand on parle d’agriculture biologique certifiée pour l’export.

On a des chiffres uniquement dans ce domaine, et on a 8 à 9 M d’hectares en 2010 cad 25% de la production de l’aire mondiale.

Maintenant que le contexte de l’agriculture en AmLat est posé, je voudrais donner des exemples de la façon dont l’agroécologie se déroule en AmLat après ce que Laurent a dit. Un thème fort est : comment calcule-t-on la productivité en Amérique Latine ? A cause des méthodes de calcul utilisées dans les politiques publiques et académiques on ne calcule pas la productivité totale mais par culture. Avec ce calcul l’agroécologie est désavantagée car on ne considère par la production animales, et des autres variétés et produits.

En plus on ne calcule pas la productivité au long de l’année, alors qu’il peut y avoir plusieurs récoltes. On ne calcule pas non plus la productivité de la polyculture qui produit plusieurs aliments, si certains produits isolément peuvent avoir une productivité moindre, en réalité si on regarde l’ensemble la productivité est supérieure.

Des exemples concrets pour illustrer ces calculs : 300 m2 de culture maraîchère peuvent générer deux journées de travail. Avec un hectare de culture diversifiée on peut faire vivre une famille en autosuffisance alimentaire. En général 15/personnes par hectares peuvent être employés en permanence. Cela signifie qu’il existe un usage plus intensif de moins de ressources, et elle diminue également les coûts intermédiaires ce qui permet qu’un pourcentage majeur du produit brut soit considéré comme un revenu. Cela génère une plus grande valeur ajoutée par hectare, et crée de la richesse sur le territoire.

Donc on ne parle pas seulement de génération d’emplois mais également de maintenir la structure des territoires. Cela permettra que les enfants des exploitants puissent se maintenir sur l’exploitation. Cela permet également une meilleure appropriation des paysans sur leurs terres, un plus grand « empowerment ». Elle a permis la valorisation du travail de la femme qui a un coût d’opportunité nul dans ces territoires. Et cette utilisation importante de la main d’œuvre familiale est due à la multifonctionnalité de l’agriculture paysanne.

Il y a également des effets positifs sur la sécurité alimentaire avec plusieurs facteurs :

* avec l’agroécologie on valorise et récupère les semences locales et les variétés en risque d’extinction, et cela a eu un impact fort au niveau de la biodiversité génétique des territoires. On put dire qu’une petite exploitation a entre 50 et 60 espèces natives et non-natives.
* Au niveau de l’alimentation on observe une meilleure autonomie locale et une amélioration du régime alimentaire des familles avec une plus grande consommation de fruits et légumes, avec revalorisation de produits auparavant non valorisés.

**Questions :**

**Yves Lefort,** du Secours Catholique et agronome. Rien n’est dit sur les questions de santé : des consommateurs et des cultivateurs. Et vous n’êtes pas sans savoir que dans les Pays du Sud, notamment au Sénégal, on balance de nombreux produits phytosanitaires, mais également en France, de nombreux agriculteurs sont sensibles à cela.

**Maria Soliz :** L’agroécologie inclut également les consommateurs notamment à travers des partenariats consommateurs producteurs, incluant les questions sanitaires. Les petites exploitations agricoles n’emploient traditionnellement pas de chimie. Il existe tout un corpus législatif et normatif qui a été développé les sous-systèmes des exploitations : eau sol, forêt etc… qui permet non seulement de limiter l’usage des pesticides mais également la promotion de la durabilité dans l’exploitation.

**Laurent Levard :** le fait qu’on en parle peu tient également à la méthode qui a été utilisée, et de fait peu d’études portant sur l’impact de l’agriculture productiviste sur la santé. Il existe bien sûr encore moins d’études sur l’agroécologie et la santé, mais il est certain que le fait de diminuer voire se passer de pesticides a nécessairement un impact positif.

**Adriana Slava, Chrétiens dans le monde rural**: vous n’abordez la pas la question du lobbying de l’agro-industrie et notamment en regard des semences.

**DEUXIEME SESSION DU MATIN :**

**Mamadou Diallo :**

Je me souviens d’une anecdote, un jour à la Fédération des Paysans du Fouta Djalon que je représente, Dominique Violas du Gret est venu nous parler d’agroécologie : il s’est fait lyncher. Car dans nos pays ayant connus des passés avec des révolutionnaires soi-disant communistes, tout emploi de nouveaux termes est idéologiquement connoté.

Les feux de brousse sont un gros problème en Guinée, l’assèchement des rivières, la culture sur abattis-brûlis. Alors en fonction de ces conditions vais-je dire à tous mes membres, aux producteurs avec moins d’un dollar par jour, d’arrêter ce qu’ils font pour faire l’agroécologie ? Attention aussi à l’instabilité institutionnelle, attention à la pauvreté…

Regardez l’étendue de la déforestation et du défrichement dans nos pays entre 1988 et 2007 : cela est en train de devenir un désert. 80% des territoires accidentées, 4000 mm de pluies donc torrentielles, feux de brousse 4/5ème du territoire chaque année. En 1950 le colon a dit on ne peut rien c’est une fatalité. Alors l’agriculture est extensive, le déboisement c’est 14% des forêts par quart de siècle. Nous avons les premières réserves mondiales de bauxite et d’aluminium, ça veut dire qu’ils sont dans le sol et que concrètement il y a des difficultés pour faire pousser qqch, le pH est bas, la matière organique est faible et comme on n’a pas atteint le niveau de développement on coupe : pour clôturer, pour faire la cuisine etc. On n’a pas un arbre centenaire chez nous.

Ensuite le rendement des cultures :

* cultures extensives ou les hommes et cultures se côtoient dans la brousse, la divagation des animaux
* pollutions diverses, des milliers de tonnes de plastique partout.

Face à tout cela, nous avons un problème. On a 300 à 400 000 jeunes sur le marché de l’emploi tous les ans : va-t-on tous prendre les bateaux pour venir chez vous ? Regardez la carte du couvert végétal est ce qu’on coupe chaque année. Nous sommes passé de 20 habitants au km2 à 200 hab/km2. On brûle la forêt, on a de la cendre, on met un peu de graines…

Alors que fait-on ? Nous n’avons pas les machines de Valentin, nous avons des hommes. Nos rivières en saison sèches, vides. Nous avons des batailles pour le minerai de fer entre sociétés de fer, qui tuent des centaines de gens, car les natifs ont été tués après avoir demandé à être embauché par la société. Nous avons créé la FPFD il y a 20 ans, avec l’aide du Canada et de la France. Pour quelle raison ? Pour faire parler les paysans, elle occupe le tiers du pays. Elle est arrivée à mettre en valeur des terres stériles, augmenter les rendements de la pomme de terre.

Quelles techniques agricoles a-t-on appliqué ? Quel nom voudriez-vous lui donner ? Agroécologie ou pas ? Je vous rappelle que quand vous donnez un nom dans nos pays vous pouvez vous faire lyncher.

Pendant la période coloniale nos parents cultivaient des plantes traditionnelles, puis les socialistes-communistes sont arrivés avec leur modernisation… Si aujourd’hui vous arrivez et dites « faites-ci faites-ça » ils se disent « ohlala, ils reviennent encore ! ». Pareil pour Dominique. Chemin faisant dans la discussion nous arrivons à faire comprendre que ce que Dominique voulait dire n’était pas méchant mais juste non approprié.

64% de femmes à la FPFD, activités : appui à la production d’intrants, semences viennent du Nord Pas de Calais, semences d’oignons d’Israël depuis 20 ans, appui à la commercialisation avec des impacts, des prix garantis ils peuvent vivre une partie de l’année avec la production, institution et formation des OP. Tout ce qu’on raconte, quand les gens ne sont pas labellisé ça ne sert à rien, car les gens ne comprendront pas ce que vous dites.

Le plaidoyer est également important.

Réduction des périodes de soudure, que nous vivons encore aujourd’hui : la production du paysan ne lui permet pas de manger toute l’année, même s’il gagne des sous.

Alors que faisons-nous ?

* arrêter la coupe du bois, arrêter le feu de brousse et essayer de ne pas mettre le feu dans le sol
* moderniser l’agriculture sans rentrer dans la révolution verte. Nous avons eu des journées folles entre la charrue à soc et la charrue à disque, nous avons convaincu de la charrue à disque pour labourer à 20 cm.

Quelle suite ?

* Mieux structure le monde agricole, lui donner plus de conscience
* Promouvoir la fertilisation organique. 80% de notre fertilisation est organique, nous sommes passé d’1 tonne d’engrais à 800 kls à l’hectare
* Aménagement des terres
* Diversification des cultures.

Pour conclure : il y a une menace. « Les solutions dans le monde ne sont pas les solutions en Guinée ».

Je vous rappelle que la lutte contre la dégradation et la conservation des sols n’intéresse pas les politiques, vous dépensez de l’argent et cela n’a pas les effets immédiats. Qu’est ce qu’un homme politique va faire avec cela ?

Instabilité politique et institutionnelle permanente.

Pour cela la FPFD : maîtrise l’eau, faire descendre les paysans des montagnes où ils coupent, former les paysans pour mieux gérer leurs exploitations. Ce sont nos axes. S’inscrivent-ils ou non dans une agriculture écologique ? Je n’en sais rien.

« Dans la logique actuelle des bailleurs et la structure actuelle des Etats il est difficile de nous développer. »

**Joaquim Diniz :**

Je vais essayer de partager une expérience par rapport au Brésil. Je suis professeur à l’Institut Fédéral de Formation Technique en agroécologie. On a près de 120 formations en agroécologie tant au niveau technique, que bac, et maîtrise, au Brésil. Comment on peut répondre aux défis de l’humanité par rapport aux types d’agricultures sur les questions de sécurité alimentaire et crise écologique.

Dans ma région Nordeste du Brésil, 1 millions de km2, vivent environ 21 M hab. Climat semi-aride, phénomène de sécheresses cycliques, chaque 25 26 ans on a 4 ans de sécheresse. Dans ces conditions on a proposé de trouver une solution, dans les années 90, sur les « combats des sécheresse », trouver une solution hydrique pour garder de l’eau pour les années sèches. Solution un peu positiviste, cela a été une façon de fortifier le pouvoir politique local car la plupart des barrages construits l’étaient dans les propriétés particulières privées des notables et propriétaires latifundistes. A partir d’une pensée critique sur cette approche du « combat de la sécheresse », le gouvernement a aussi essayé de cautionner l’irrigation comme une activité dynamique… Plus récemment nous avons eu une autre approche de « modernisation », de dynamisation du territoire pour démarrer des industries, le tourisme, l’agriculture irriguée. Cette approche perdure jusqu’aujourd’hui comme une façon de mettre en valeur la région et démarrer des processus, mais souvent dédiés à l’exportation.

Pensée critique de ces deux approches et réaction de la société de cette région pour essayer de trouver d’autres moyens, et à la conférence des NU sur la dégradation en 99 dans cette région nous avons eu un rassemblement de la société civile pour proposer une autre approche « convivencia avec le semi-aride », une cohabitation. La construction de l’idée de l’agroécologie dans la région Nordeste parle aujourd’hui de façon très claire d’essayer de vivre avec le climat. Cad mise en œuvre de techniques appropriées à la région, mobilisation des familles autour des questions de sécurité hydrique mais aussi pour promouvoir la citoyenneté et proposer des solutions au gouvernement pour répondre aux conditions de production et conditions de vie dans cette région.

Une action qui a été menée a été la construction d’1 M de petites citernes de 16 000 litres, technologie pas chère et facile à faire, avec une mobilisation des familles. Les citernes se présentaient comme l’idée de la conservation de l’eau dans la région. A partir de cela on est arrivé à 350 000 citernes construites. Pour les familles des communautés éloignées sans approvisionnement d’eau, la citerne fait beaucoup de différence. Des études ont montré l’amélioration générale de la santé de la famille pour la qualité de l’eau qu’on peut garder.

Une autre action que l’on propose c’est une action de l’eau pour la production « deux eaux, une terre ». Un programme qui propose de revoir l’accès à la terre, pour l’articuler avec l’accès à l’eau. Cela est toujours lié à l’installation des barrages pour répondre à la sécurité hydrique, systèmes d’irrigation, traitement des eaux usagées… et aussi l’éducation, avec des moyens pédagogiques développés pour l’alphabétisation pour la formation des jeunes, qui mettent l’accent sur les caractéristiques spécifiques de la région. Les expériences démontrent que l’agroécologie peut être construite de façon plus large avec un axe lié avec le climat. Les réseaux travaillent sur la mobilisation des familles, sur la citoyenneté, et l’agroécologie constitue un lien entre la citoyenneté, l’accès à l’eau, et le changement climatique.

Pour cette année on a une sécheresse très forte, qui touche déjà beaucoup de famille et démontre une fragilité même si pour le gouvernement fédéral il y a un projet de transportation d’une partie de l’eau d’un fleuve dans trois états. Deux approches : une approche hydrique de combat de la sécheresse par l’irrigation très coûteuse ; et la société civile continue de proposer une autre façon d’avoir une sécurité hydrique et alimentaire liée à la question de la citoyenneté.

**Marciano Virola :**

Va rajouter des compléments sur des éléments qui n’auraient pas été ajouté auparavant. Je fais partie de l’AFA, une fédération de 12 fédérations de paysans dans 12 pays d’Asie. Je suis ici pour partager nos perspectives sur l’agroécologie, et se concentrer sur comment l’agroécologie peut répondre aux problèmes des petits paysans en Asie.

On peut décrire leur situation comme : pauvreté, famine, souffrance des effets du changement climatique. Je viens des Philippines et récemment nous avons eu un super typhon qui a touché tout le pays.

Alors pourquoi les paysans asiatiques sont-ils vulnérables aux effets du changement climatique ? A cause de la faible productivité de leurs fermes qui ont souffert des conséquences de l’agriculture conventionnelle, aussi le manque de support à l’agriculture des gouvernements spécialement pour les petits paysans, aussi à cause de l’absence des terres, absence d’accès aux crédits, semences, marchés. On pourrait parler toute la journée des causes des problèmes, mais voici plutôt ce en quoi nous croyons : le potentiel de l’agroécologie.

Donc l’agroécologie et les différentes techniques usées par les agricultures créent de la sécurité alimentaire en diversifiant les sources alimentaires, et diversifiant les cultures et mitigeant les risques, cette diversité des sources alimentaires assurent non seulement la sécurité et safety alimentaire mais également la nutrition. Au Philippines nos membres, sur des petites fermes, pratiques de l’agriculture diversifiée avec polyculture avec élevage et volaille.

L’agroécologie a également le potentiel de réduire la pauvreté. A travers la diversification les paysans ont une source diversifiée de revenu, si le prix d’une céréale baisse ou si la production est affectée par les événements extrêmes, alors producteurs en agroécologie ont une sorte d’assurance aux risques car ils ont un revenu supplémentaire. Cela est montré au Cambodge et dans d’autres pays.

Troisièmement l’agroécologie a un vrai potentiel pour répondre aux problèmes du changement climatique, cela a été souligné comment cela permet de réduire les émissions de gaz à effets de serre. Agroécologie est aussi une réponse important pour les petits paysans pour s’adapter au changement climatique, lorsque ceux-ci sont touchés par des événements extrêmes, en utilisant l’agroécologie ils peuvent utiliser des semences résistances aux sècheresses développées de manière participatives ; ou bien plantent différentes variétés plus résistantes au changement climatique. Donc cet aspect d’adaptation est très important pour les fermiers asiatiques.

**QUESTIONS :**

**Membre de la FNH, originaire du Bénin**, soulève les problématiques d’accaparement des terres et d’accès au foncier et d’influence des politiques pour sortir du modèle agro-exportateur. Nous dans les pays du Sud nous avons un seul problème : nos politiques, les hommes politiques et les politiques publiques.

Pour les politiques publiques nous avons un problème de financement de la recherche dans nos pays, laquelle devrait s’adapter à nos conditions. Nos avons des problèmes de financement de l’agriculture dans toutes sa globalité avec les crédits que nous devrions pouvoir accorder au paysans pour qu’il puisse être plus autonome pour pouvoir faire face aux défis.

Les modèles ne manquent pas, au Bénin nous avons le modèle des Centre Songhai dont l’efficacité a été démontrée. Ce qu’on n’arrive pas à comprendre est qu’on s’est enfermé dans une logique agro-exportatrice. Au Bénin le coton a montré toutes ces dernières années que cela n’allait pas. Dans le nord du Bénin, notre région de l’Atakora, le château d’eau du Bénin, tout ce qu’on dit aux paysans c’est qu’il faut faire du coton alors qu’on sait que cela ne va pas, et pourtant on persiste. On a des problèmes de politique au masculin.

On a des paysans qui meurent d’intoxication en recyclant des bidons de pesticide car ils n’ont pas été éduqués auparavant.

Donc ma préoccupation est : comment pouvons-nous influencer durablement les hommes politiques pour influencer les politiques publiques ?

**Autre personne,** pour Mamadou Diallo vous disiez qu’il fallait faire descendre les paysans des montagnes et aménager les bas-fonds, donc comment faites vous pour les questions de sécurisation foncière ? Cela rejoint l’analyse de M. Vilain sur les données de la FAO qui estiment qu’il faudra défricher 270 M d’hectare pour assurer la sécurité alimentaire… donc comment réfléchissez-vous, dans la perspective de l’agroécologie, aux liens entre sécurité alimentaire et pressions foncières.

**Bernard Terris, de l’association DANAIA,** les réflexions de M. Diallo nous interpellent, on comprend ce côté « qu’est ce qu’ils viennent encore faire ? ». On développe de notre côté un projet de développement de modules de formation d’agroécologie pour les écoles agropastorales. C’est qqch que nous faisons à la demande des autorités publiques et des écoles. Maintenant je comprend bien cette attitude, on l’entend souvent, on a eu au Forum René Dumont Mamadou Cissokho qui nous a fait un exposé sur ce type d’attitude autour des APE. Moi je vais vous poser une question, on a tous intérêt à aller dans le bon sens, je pense que l’agroécologie est le bon sens, mais peut-on partir du principe que, à partir du maintenant, on y va ensemble ?

**Adriana Slava, Chrétiens dans le monde rural** : comment faire passer le message ? Je le vois à travers les membres de notre mouvement, certains membres de notre réseau passent en bio et croient que agroécologie = bio, alors que nous on revendique la place de l’homme dans l’agroécologie et l’harmonie avec la nature. Comment faire passer ce message d’intégration de l’homme, et la relation producteur-consommateur ? Une autre interrogation sur la place des territoires, cette agroécologie ne peut pas être mentionnée comme un concept général mais uniquement comme concept applicable.

**Mamadou Kourahoye Diallo :**

La question du foncier est l’une des plus grandes questions du Sud aujourd’hui, peut-être un des défis du XXIème siècle. Nous avons hérité d’un foncier colonial, en 1958 le Code Foncier à l’indépendance a été prorogé. En 1960 la révolution communiste a été lancée comme la Chine, la terre appartient donc à l’Etat, pour cultiver on devait demander l’autorisation au sous-préfet. En 1985, on proclame la voie libérale de développement et de désengagement de l’état de la production. Alors au final la terre appartient à qui ? Conséquence : nous avons donc un ensemble de Codes qui s’adaptent à la tête du client quand vous allez devant les autorités pour résoudre ce problème. Donc comment la fédération s’y prend pour bâtir l’avenir ?

* La FPFD ne travaille pas avec des gens qui ne veulent pas travailler, ne va pas chercher les gens pour les mettre sur la terre. Nous avons des projets à des millions avec personne dessus.
* Quand un groupement se constitue, de petits producteurs, il a donc besoin de terre. Vous trouvez la terre, vous faites votre papier consensuellement, vous aller voir le chef de village qui signe le papier, vous allez voir le sous-préfet qui signe etc et qui autorise la FPFD à aménager au final. Dans ce méli-mélo on s’en sort. Maintenant des multinationales arrivent et disent « l’état nous donne 10 000 ha ». Mais la terre est à qui au final ? Pendant 2 ans la multi arrive, et les paysans viennent la nuit et déterrent les productions pour les empêcher de s’installer. En Guinée on ne peut pas donner la terre à qqun d’autre, car la réaction des gens apparaît passive mais existe en réalité. C‘est la raison pour laquelle les multinationales des mines ont tant de mal à travailler. La terre est la seule chose qui reste parfois aux plus pauvres. On souhaite donc que les nouvelles autorités du pays se penchent sur les pbs fonciers.

Sur l’agroécologie est-on ensemble ? Mais oui, notre production est organique, on lutte contre les feux de brousses, on a réduit nos intrants, on développe des variétés locales résistantes… C’est la façon de le présenter qui est différente, il faut trouver la forme pour que cela soit différent au niveau des paysans. On était le premier producteur de banane en 1958, c’était basé sur l’agroécologie, une agriculture tropicale. L’avantage de la banane chez nous était le paillage : vous avez un bas-fond avec des coteaux, quand les pluies arrivent on coupe la paille, on met 50 cm de paille dans les bananeraies, ils font pareil au mois de Septembre, 1 m de paille sur les plantations de bananes. La fertilisation était basée sur le calcaire car c’était une zone côtière. En 1968 avec la révolution socialiste on a tout détruit pour mettre des tracteurs. Notre travail à nous c’est de remettre cette agriculture qui a marché sur les bases de cette technique. Il ne faut pas effrayer les gens avec des nouvelles techniques, ils ont déjà des problèmes pour nourrir les enfants.

**Joaquim Diniz :**

Sur comment revaloriser les territoires avec l’agroécologie, on voit une possibilité de récupérer des pratiques, notre patrimoine matériel et immatériel.

Du côté matériel on peut revaloriser les territoires avec la récupération des semences, des sols, des ressources hydriques empoisonnées… Au niveau de la culture notre région a voulu récupérer le coton, d’une manière agroécologique, en association avec deux autres cultures de légumineuses, et on peut avoir une petite filière qui recommence.

Du côté du patrimoine immatériel on veut récupérer l’identité de la région, la façon de vivre, l’intérêt de rester dans la région, les atouts et les liens communautaires qui existaient et qu’on peut revaloriser.

**Lionel VILAIN :**

Sur votre question sur la bio et/ou l’agroécologie on a un glissement sémantique, ce n’est pas si simple que ça de clarifier les différentes notions. L’AB est un label international qui permet des débouchés commerciaux dans le monde occidental, globalement sans ambigüités. L’agroécologie reste à construire et n’a pas la même notoriété vis-à-vis des consommateurs et du marché. Mais il faut dépasser cette opposition, l’AB n’est pas seul modèle compatible avec l’agroécologie. L’AB ne s’intéresse pas nécessairement aux territoires mais surtout à la parcelle. Notre ami brésilien a dit « vivre avec le climat », plutôt que les tentatives pour changer le climat en mettant des gigantesques périmètres irrigués, c’est intéressant car l’AB n’a pas vraiment de réponse en restant au niveau de la parcelle, tandis que l’agroécologie a des réponses au niveau des territoires. Il faut dépasser cette opposition pour arriver à une agriculture qui puisse nourrir les hommes sans dommages écologiques.

**Valentin BEAUVAL :**

Oui je rajouterais qu’il il y a complémentarité des approches, il y a l’approche bio et filière, et l’agroécologie qui vise plus une dimension territoriale. Il ne faut pas les opposer à mon sens, les deux vont ensemble.

**Coralie Gabriel, M2 IRIS,** question adressée à Valentin Beauval : on a vu pas mal de tracteurs sur ces diapos et je voulais savoir la place qu’on accorde à la mécanique dans les pratiques agroécologiques, comment elles sont utilisées et comment sont-elles perçues ?

**BEAUVAL :** ça dépend des contextes, le tracteur peut faire partie du paysage, il peut être utilisé intelligemment comme le strip till. Par contre dans certain pays avec peu de tracteurs, avec les carburants chers, pas d’infrastructures d’entretiens ou là c’est plus compliqué… mais au Bénin par exemple les tracteurs fonctionnent bien maintenant. Au Mali des tracteurs ont très bien évolué, on a des groupes d’agriculteurs motorisés au Sud-Mali, qui peuvent transporter d’avantage de biomasse grâce aux tracteurs or ces flux sont très important au sein d’un territoire pour l’agriculture durable.

**Christophe NAUDIN :**

Un petit complément. Sur le terme de « piloter » la parcelle et les cultures employé par Lionel Vilain. Je suis de plus en plus convaincu que c’est un terme dangereux, à partir par exemple de courbe de réponses, avec telle ou telle doses pour obtenir telle ou telle réaction. Or une agroécologie qui utilise des peuplements complexes ne peut plus être « pilotée » mais accompagnée ou guidée. C’est un autre regard sur la parcelle. On ne va pas tout maîtriser. On cherche par contre à pouvoir avoir moins de variabilité de production, moins d’aléas climatiques, moins d’aléas de ravageurs.

**Mamadou Kourahoye DIALLO :**

Pour l’agriculture biologique, juste une information. Cela ne sera que marginal dans nos pays, tel que vous le pratiquez en Europe. La licence coûte 10 000 dollars. Quel est le paysan qui devra dépenser cela, pour la certification ECOCERT ? Ensuite les produits utilisés en agriculture bio, les oligo-éléments etc, il faut les importer d’Europe. Je peux vous citer handicap par handicap pour expliquer pourquoi l’ensemble des groupes bios ont abandonné, pourquoi j’ai abandonné moi-même.

Par contre l’agroécologie a de la chance de prospérer. Nous avons participé au premier voyage organisé par la Banque Mondiale en avril. Il y a des possibilités de développer cette agriculture si on trouve les mécanismes pour la déclencher. On en reparlera cet après-midi.

**Laurent LEVARD :**

Je voulais poser deux questions qui ont été abordées ce matin mais j’aimerais bien avoir le point de vue des autres intervenants :

* agroécologie et utilisation d’engrais chimiques
* agroécologie et productivité du travail. On a vu que l’AE c’est souvent des pratiques plus intensives en travail, et donc qui du coup peuvent poser un problème en terme de productivité du travail et donc de revenus du travailleurs. Ce sont des hypothèses et j’aimerais que les participants de la matinée s’expriment sur cela.

**Valentin BEAUVAL :**

La question que pose Laurent n’est pas banale. La plupart des sols du Maghreb sont carencés en phosphore et également dans l’Afrique de l’Ouest. Une réponse dans le cadre de l’agriculture bio est de dire qu’on met des phosphates naturels, or ceux-ci ne sont pas toujours assimilables et posent la question de la durée de réponse des sols. Certaines terres sont très carencées en potasse après trois siècles sans restitution. Il faut faire des transferts de fertilité en allant chercher de la biomasse autre part mais à 300 hab/km2 la biomasse seule ne suffit pas. C’est là qu’il faut parfois sortir du canevas trop précis de la bio.

**Joaquim DINIZ :**

Nous dans notre idée de l’agroécologie on voit vraiment les intrants chimiques industriels avec une augmentation de la dépendance. Nous essayons vraiment de trouver d’autres réponses pour réduire au maximum la dépendance aux engrais. Il faut toujours avoir beaucoup de responsabilité sur le chemin de la transition agroécologique. On est responsable de comment faire la transition : va-t-on arriver à un point où on peut le faire de façon totalement durable sans dépendance aux besoins externes ? Il faut vraiment faire de la recherche pour trouver ces réponses là, et ces recherches sont encore minoritaires dans le champ de l’agroécologie. Imaginez-vous le temps nécessaire et les investissements publics pour l’agriculture de la révolution verte ! On commence cette transition, qui sera sans doute lente.

Pour la productivité du travail on voudrait arriver à une productivité capable d’arriver à une rémunération juste pour le travail. A partir de qqs témoignages d’agriculteurs avec qui je travaillais, j’ai senti que la question de la rémunération est centrale mais j’ai également entendu des témoignages sur le fait que les gens sont ouverts à une rémunération juste, moyenne, et avec des autres avantages non monétaires. Les agricultrices travaillant sur ces sujets ont une meilleure qualité de vie dans l’ensemble : répondre aux besoins matériels, mais ajouter aussi plus largement la satisfaction et l’amélioration des besoins de la famille et de la communauté.

**Lionel Vilain :**

Pour les engrais, des situations avec des carences en phosphore, potassium, magnésium. Moi je distingue deux stratégies :

* une étape de transition, difficile à gérer quand on part d’un modèle d’agriculture quasi-minière pour aller vers un modèle à long-terme de reconquête de la fertilité. Il n’est pas impossible qu’à court-terme il faille utiliser localement et ponctuellement des engrais minéraux sous des formes les plus naturelles possibles, cad des engrais non solubles car dans les milieux tropicaux avec des pluies intenses les ¾ partent à la rivière !
* Ensuite, à long-terme il faut recréer une pédogénèse. Les sols sont des milieux extrêmement vivants, capables de solubiliser la roche-mère. Il y a des pédologies très différentes, mais globalement le retour à un travail minimum du sol via la matière organique, pour re-solubiliser des éléments insolubilisés de la roche-mère est important. Et les animaux sont très importants comme transferts de fertilité et de biomasse.

Pour la productivité du travail c’est une question plus difficile qui varie d’un milieu à un autre. Lorsqu’une famille de 10 personnes vit sur 1 ha la question ne se pose pas… Une telle main d’œuvre désœuvrée peut absorber le supplément de travail et cela n’est pas plus mal. La mécanisation est globalement bcp plus difficile dans les systèmes associés et très intenses au sens agroécologique. On est dans un compromis et dans une équation aux termes suivants : quelle est la population à nourrir à l’hectare, quelle est la force de travail disponible etc ?

**Marciano VIROLA :**

Exemples de nos membres en Asie, sur l’utilisation d’engrais chimiques. L’un des modèles les plus populaires parmi nos membres est l’exploitation intégrée et biologique, petite parcelle. Ce modèle permet aux paysans de réduire les engrais chimiques petit à petit, et ils le font en utilisant des engrais biologiques, les excréments de l’élevage. Cela permet la réduction de l’utilisation des engrais chimiques, il y a une période de transition de 1 à 2 ans.

Sur la question de la productivité du travail, encore une fois ce modèle de petite ferme intégrée diversifiée et biologique permet aux fermes d’augmenter les revenus en baissant les coûts de production. Dans la période de transition on peut voir un déclin de la production de riz, compensé par les moindres coûts de production. Pour l’intensification en travail cela peut être compensé par une alternance de cultures dans le temps, avec des cultures longues et brèves, en attendant que le riz pousse on peut planter des cultures de rente, ainsi le travail peut être utilisé de manière plus efficiente.

**Christophe Naudin :**

Sur les engrais chimiques la question se pose différemment en fonction de l’azote ou du phosphore. Pour le phosphore les deux problématiques sont :

* un problème de présence dans les sols : la seule solution est d’en importer, via des ressources fossiles minières
* de biodisponibilité : on a qqs leviers sur la modification du pH du sol, on commence à s’intéresser à certaines plantes et à leur action sur le sol et sur l’augmentation de la biodisponiblité du phosphore autour des systèmes racinaires notamment via des légumineuses, mais peu de recherches et résultats contradictoires.

Pour l’azote :

* source inépuisable d’azote dans l’atmosphère, disponible via les légumineuses

L’agroécologie nous permet d’améliorer l’efficience des éléments utilisés et les transformer en biomasse ; et également limiter les pertes. Egalement repenser la gestion de la fertilisation dans les grands cycles biogéochimiques et ne pas hésiter à les repenser à l’échelle planétaire. Galloway 2003 cascade de l’azote.

Pour la productivité du travail j’ai plutôt une question à poser : quand vous dites que la production agroécologique diminue la productivité du T, est-ce que vous incluez uniquement le temps passé à fabriquer le produit ou également le temps passé à fabriquer les intrants… ? Est-ce que la pratique agroécologique n’est pas : recentrer les facteurs de production sur les agriculteurs et pas sur plusieurs acteurs ?

**Valentin BEAUVAL :**

Je veux apporter un petit exemple sur le concept de productivité et rebondir sur le 4ème point de Gliessman et évoqué maintenant par Christophe sur les food systems et les circuits courts. J’ai un voisin en production d’Arbo, en conventionnel, catastrophe écologique et santé. Il a évolué vers la bio en alternant les différentes variétés, 50% de travail en plus dans son verger. Il récolte la moitié… Mais il a résolu le problème via les circuits courts : au lieu de vendre les pommes à 30 centimes le kilos aux centrales d’achat, il le vend en direct à 1 euro et demi, qui est le prix traditionnel de la pomme traitée dans les supermarchés. C’est là que les circuits courts, et l’agriculture périurbaine, doivent et peuvent évoluer vers l’agroécologie et voir une valorisation de leur travail avec de meilleurs prix grâce aux partenariats directs.

**Intervenant :** ne reste-t-on pas sur un concept occidental de productivité du travail ? ne doit-on pas prendre en compte la répartition du travail tout au long de l’année et au sein de la famille, en fonction des cultures. Il faut également réfléchir aux coûts d’opportunité du travailleur.

**SESSION DE L’APRES-MIDI :**

**Intervention de Laurent Levard :**

**Intervention de Maria Soliz :**

Exemple des politiques publiques sur l’agroécologie dans les pays Andins et les conditions nécessaires pour le développement de l’agroécologie. L’agroécologie existe en AmLat existe même en l’absence de politique publique de soutien, y compris aux agricultures familiales et c’est le cas dans beaucoup de régions. Il faut dire que la promotion de l’agroécolgoie s’est faite avant tout par les mouvements paysans, la société civile et les ONGs de coopération qui ont facilité son développement. Mais dans beaucoup de cas ces expériences restent régionales et atteignent rarement des dimensions plus globales ou nationales.

Au niveau national, deux thèmes existent :

* Sur les lois et normes nationales. Les normes uniques sont relatives aux productions biologiques pour l’exportation. Mais ces lois veulent être équivalentes à celles où la production est exportée mais ne se basent pas sur le contexte et les problématiques nationales. La production biologique est destinée aux USA pour 51% et UE 46%. Donc toutes nos lois sont faites en références à ces pays. Il n’y a pas de normes sur la production agroécologique de consommation interne aux pays. Pour un paysan une certification de tierce partie est impossible car bcp trop cher : 1500 dollars par an par exemple. Dans les quatre pays andins il existe des lois sur la production bio, mais il n’existe donc pas de normes considérant les spécificités de la production agroécologique. Dans la loi nationale de sécurité alimentaire d’Equateur de 2008, cette loi est restée une norme très générale et ne prend pas en compte des expériences riches des territoires.

Dans les 5 dernières minutes je voudrais expliquer le fonctionnement d’une certification participative menée en Equateur, au Pérou et en Bolivie, se basant non par sur une certification par un tiers mais avec un contrôle social direct et participatif dans le cadre des organisations de producteurs et des consommateurs. Ce premier niveau implique la formation de promoteurs paysans qui sont des intermédiaires entre les organisations et les exploitations ; et un second niveau à l’échelle municipal ou cantonal où opère un comité multi-acteurs avec de nombreuses institutions publiques, privées, des OP, avec un contrôle annuel sur les productions des exploitations pour s’assurer qu’elles respectent les normes construites ensembles. Un troisième niveau avec des plateformes d’institutions agroécologiques de la région ou sont représentés les différentes producteurs et les différents comités cantonaux, certifient et remettent une sorte de livret au producteur. Ce système s’est diffusé sur plusieurs régions, regroupant 1 millions de personnes, et une dizaine de municipalités qui elles-mêmes ont commencé à réserver des espaces spécifiques pour ces types de commercialisation et de pratiques.

**Mamadou Kourahoye Diallo :**

Chaque fois qu’on dit agriculture capitaliste je sursaute car je pense aux Plans d’Ajustement Structurels et leur démantèlement des appareils de production nationaux. Des gens sont venus nous dire dans les années 80 bradez tout, l’état ne se mêle de rien, c’est la libre entreprise… On s’est mis à importer de Chine et de l’Inde, même les mobylettes. Aujourd’hui une YAMAHA coût moins cher qu’un vélo Peugeot. Les PAS ont déstructuré l’économie et l’agriculture. En Guinée on a connu trois phases : en 1958 la fin de l’agriculture coloniale, après le régime socialiste installation de techniques soviétique, troisièmement on a libéralisé et on a fait des lois et des Codes dans les années 80, avec l’appui des PAS : Foncier, Pastoral, de la Faune, de l’Elevage. Tellement, qu’on ne s’y retrouve plus…

Conséquence : vous parlez d’agroécologie. Je vais rentrer chez moi, pour faire le compte-rendu on va me dire : avez vous invité le directeur de l’environnement ? de l’eau ? des forêts ? de l’agriculture ? du foncier ? tous dépendent de ministères différents. Quand vous parlez d’agroécologie vous ne savez pas où l’ancrer car chaque direction veulent prendre la paternité du problème. De l’autre côté on a des gardes forestiers corrompus… L’environnement juridique et institutionnel est donc un problème entier : sans lois solides et bien ancrées comme chez vous il est difficile d’ancrer quoi que ce soit.

Les problèmes financiers. Nous avons de l’aide extérieure, bientôt elle sera indexée sur l’agroécologie, on dira « oui oui » et on fera n’importe quoi.

Donc quel message allons-nous passer pour que nos Etats, pour que nos décideurs politiques acceptent d’écouter ce qu’on a à dire ?

Quel message à apporter aux paysans pour dire : ce n’est pas un nouveau miracle mais une amélioration de l’existant. A la FPFD nous verrons là-dedans ce qui est applicable pour l’adapter à ce que nous faisons déjà, dans un environnement plus sécurisé.

**Joaquim DINIZ :**

Je voulais parler de qqs programmes fédéraux au Brésil, depuis 2002 et Lula, bcp de personnels liés aux mouvements sociaux dans le gouvernement, et donc ont entendu ces luttes et transformées en programmes. Qqs uns ont marché et d’autres pas forcément. Mais nous avons eu la capacité d’élargir le volume du crédit à l’agriculture familiale. Au sein des régions cela s’est développé très différemment : au Sud c’est très mécanisé, au Nordeste c’est plus difficile à cause des distances et des infrastructures.

Sous le programme national de crédit pour l’agriculture familiale on a créé des lignes sur l’agroécologie et le semi-aride : elles n’ont quasiment pas été utilisée ! Il est difficile d’avoir accès aux familles, il n’y avait pas de techniciens formés capables de porter les projets, des problèmes dans les banques publiques qui n’ont pas réussi à faire fonctionner ces lignes de crédit axées sur l’agroécologie et le semis aride.

Deux programmes en exemple :

* Programme d’octroi de crédits. Difficulté très importante pour que le service conseil public ou dans les ONGs et mouvements sociaux puissent s’emparer des politiques publiques. On a une série très importante de programme et de projets et les agriculteurs ne comprennent pas pourquoi ils n’arrivent pas chez eux. On a un gros décalage sur la possibilité de les mettre en œuvre sur le terrain.
* Programme d’assistance technique et de service conseil dans 5 états du Brésil, qui visait à démarrer un processus continu d’assistance technique. Cela est vraiment très important car la discontinuité des programmes décourage bcp les agriculteurs. Appui du FIDA, de la FAO et du gouvernement fédéral. Mise en place d’une équipe capable de toucher l’agriculture, mais également dans d’autres services sociaux et d’autres activités non agricoles. Il y avait des petites sommes pour chaque famille pour démarrer des activités productives, pour renforcer les structures d’accès à l’eau, et l’agroécologie a été placée pour ces programmes comme une approche à privilégier et développer. Peu de familles touchées au final : 15 000. Malgré les bons résultats avec les indicateurs de production vérifiable, ce programme a été arrêté car il avait besoin de trop de suivi et de personnel gouvernemental pour bien réussir à le coordonner. Le gouvernement fédéral a plutôt choisi d’externaliser l’assistance conseil et technique avec des entreprises de manière moins coordonnée et centralisée, sous forme d’une prestation de service.

Ce qu’on voit c’est que, en plus des résultats très intéressants, on a pu montrer deux axes importants :

* + Le contrôle social au niveau du territoire, des rencontres, des prises de décision, des discussions sur la gestion des programmes.
  + L’intégration des politiques : ce programme est capable d’ouvrir des partenariats et de faciliter l’accès à d’autres programmes ayant des difficultés d’atteindre les familles. A partir de cela nous avons vu que, pour que politiques publiques soient capables de répondre aux besoins des familles, ces caractéristiques doivent être réunies.

**QUESTIONS :**

**Hubert de Milly, agronome et économiste.** Je vais essayer de faire renaître le débat. J’ai deux points sur lesquels d’autres visions pourraient être apportées.

Le premier point c’est sûr la généralisation de l’approche agroécologique. Est-il juste et opportun de la limiter à l’agriculture familiale ? Faut-il faire a priori un lien entre agriculture familiale et agroécologie : je connais des exploitations familiales au Pays-Bas VS des exploitations de 1000 bovins en Angleterre avec des choix de mode de production à l’herbe et se rapproche de ces modèles.

A l’échelle mondiale depuis 2 siècles on observe des phénomènes de concentration de l’agriculture et on pense qu’ils se poursuivront, donc exclure l’agriculture capitaliste me paraît curieux.

Deuxième question en se plaçant à une échelle globale : vous connaissez les critiques faites aux biocarburants sur le faite que leur développement augmente la demande agricole mondiale et se traduisent par une extension des surfaces en AmLat, Afrique et Asie. Ne faudrait-il pas se poser la même question en Europe : une diminution des rendements n’aboutit-elle pas à une augmentation des importants en Europe, et donc la création de surfaces plus importantes dans le reste du monde, et donc le même phénomène que pour les biocarburants ?

Les réponses souvent apportées sont sur la consommation : réduire la viande, réduire les biocarburants, mais du point de vue de l’agroécologie y a-t-il des réponses à apporter ?

**Samuel de la FNH.** Quand on parle de la sécurisation foncière ne va-t-on pas au devant du risque pervers, pour le producteur, de se trouver déposséder de son titre par des entreprises qui la rachèteraient ? Exemple du projet du Millenium Challenge Account au Bénin : il nous a permis, au Bénin, de titriser le foncier rural. Ajd les paysans ont des titres en mains et sont propriétaires privés : si ils décident de vendre à des multinationales ils le vendent et point final. Est-ce que c’est cela que l’on veut ? Est-ce que ce n’est pas un autre piège pour le paysan ? Ne doit-on pas penser la sécurisation sous un autre aspect ?

Au Bénin dans les 90’s nous avons également connu les PAS ce qui a destructuré les appareils agricoles en place. Nous avions des centres d’appui au paysan : nous avons tout éliminé. Pendant 15 ans les paysans n’ont plus eu d’appui conseil, chaque paysan suivait les conseils comme il pouvait. Ajd on a à nouveau des SEGPA au niveau régional et communal.

**Claude Torre, AFD :** deux expériences pour lever encore des questions supplémentaires. Pour reprendre ce qu’a dit Hubert de Milly.

Exemple au Vietnam ; des agricultures familiales avec accès aux financements et avec des intrants, sur les filières thé il existait pollution énorme des eaux et des sols… On va être amené à travailler avec une multinationale indienne certifiée Fairtrade et Rainforest alliance car leurs pratiques sont bcp plus écologiques… Voilà, la situation est très complexe.

Sur les politiques publiques à l’AFD on travaille avec des gouvernements. Une orientation qu’on voit poindre et que c’est gvt disent : l’agriculture familiale c’est bien, on a travaillé longtemps, ça n’a pas bcp d’effet. On a des émeutes dans nos villes : nous on veut déforester et mettre des grands producteurs qui crachent maïs et manioc pour avoir une paix sociale dans les ville, ils disent ça en crypté. Nous on doit discuter là dessus pour accompagner les agriculteurs familiaux, et améliorer l’existant. On est confronté à cette demande qu’il faut gérer.

**Jacques Loyat,** faut-il légiférer sur l’agroécologie ?

**Laurent Levard :**

Sur la problématique agriculture capitaliste et agriculture familiale. Dire que, pour un certain nombre de raison, l’agriculture familiale est en meilleure position, ne signifie pas qu’il y a un caractère automatique entre les deux. Il faut d’une part que l’agriculture familiale en ait la capacité : dans des situations de crise aigue de l’agriculture familiale on a vu que c’était très compliqué d’opérer une transition.

Il faut aussi que l’agriculture familiale y ait intérêt. Et dans de nombreux contextes qui favorisent les solutions de type révolution verte, alors l’intérêt est parfois de continuer. Donc pas de caractère automatique. En fonction des conditions économiques les agriculteurs auront intérêt à mettre plus ou moins en œuvre tel ou tel système.

Maintenant, en zone tempérée, des grands élevages extensifs et de la prairie qui pousse toute seule et des taux de matière organique non négligeable alors oui des grandes exploitatons peuvent être de type capitaliste mais je crois que dans la plupart des pays du Sud auquel nous nous intéressons la situation est différente, car nous sommes souvent des crises de fertilité. Celles-ci peuvent être compensée sur le court terme par un apport d’intrant chimique, mais ne résoud rien ; et d’autre part des régions avec une densité de population importante avec la question de l’emploi centrale. Partout où il y a développement d’une agriculture K à grande échelle dans ce type de situation, on voit que d’une part les mesures d’enrichissement du sol en matière organique ; et les pratiques qui sont destinées à préserver l’emploi agricoles ; l’agriculture K n’y a pas intérêt. C’est bcp de travail, la main d’œuvre a un coût, les savoirs sont complexes et difficiles à mettre en œuvre sur une grande échelle.

Et je voudrais, sur la question des rendements, intervenir sur une autre question, sur ce qu’on a vu des travaux réalisés : oui dans des systèmes réalisés et installés de révolution verte une transition écologique peut se traduire par des baisses de rendement sur le court-terme. Mais il est clair que dans les situations de paysannerie en crise et d’écosystème en crise, partout où il y a eu mise en œuvre de pratiques agroécologiques on assiste à une production fulgurante des rendements, avec la nécessité de raisonner sur l’ensemble de l’année et des cultures.

Enfin la question des arbres est centrale, notamment par rapport à la fertilisation minérale depuis la roche-mère. Aujourd’hui, ça a été souligné sur le phosphore et le potassium, on est sur une agriculture minière qui fonctionne grâce à l’utilisation de ressources minérales minières… Or la place des arbres comme solution dans un système capitaliste ne me paraît pas compatible, ou alors de manière marginale (quelques protestations dans la salle).

**Valentin BEAUVAL :**

Je vais apporter des contre-exemples sur cette opposition capitaliste/familial. Ton raisonnement Laurent découle de l’utilisation du terme « capitaliste », qui sous-entend une recherche du profit à court terme. J’ai vu en Namibie une gigantesque exploitation issue de colonisation allemande, 5000 ha par famille, conduite de façon agroécologique avant que le mot soit à la mode. Ils étaient dans une autre logique : la terre était octroyée par la force, cela leur permettait d’être extensif, de faire du tourosme rural, de laisser les animaux dans leur ferme…

A côté de cela on avait un Bantoustan en crise écologique et démographique et de productivité, avec des pratiques agroécologiques impossible à mettre en œuvre à cause de la croissance démographique.

Donc ce qui est en tension ici c’est de savoir si on inclut la dimension sociale dans l’agroécologie ou si c’est juste agronomique et écologie ; ou si on prend l’approche de mon ami Michel Griffon d’intensification écologique, qui à ce moment peut s’appliquer sur tout type de système. Au Brésil en SCV 1 actif peut faire 300hectare tout seul. La question est : quelle campagne on veut ? quelle multifonctionnalité de l’agriculture ? quelle qualité de produit ?

Sur la nécessité de produire : il faudra faire évoluer nos modèles alimentaires, réduire la viande.

Par rapport au point de Claude, et cela va en prolongation de ce qu’a dit Kourahoye. Dans les années 80 on a démantelé l’agriculture, plus de crédit, de soutien etc… mais à chaque fois qu’on donne leur chance aux agriculteurs familiaux, je pense à l’Office du Niger au Mali, la productivité à l’hectare est 4-5 tonnes, en riz, pareil que pour les asiatiques. Quand je me suis installé les crédits étaient deux fois moindre que l’inflation. Quand on donne leur chance aux agriculteurs familiaux ils ont une productivité à l’hectare supérieure au modèle conventionnel, et un souci du long-terme plus important. Donc il faut dire aux gouvernement que notre modèle agro-exportateur va se traduire par des drames dans le futur.

**Maria Soliz :**

Je voudrais parler de la relation qui peut exister entre agriculture familiale et conventionnelle dans les pays Andins. L’agriculture familiale fait partie des pratiques ancestrales. Dans les Andes l’agriculture familiale est très adaptée aux écosystèmes, avec des processus de sélection participative des variétés adaptées aux contextes géographiques et climatiques. Cela a permis de créer des sociétés rurales complexes, complètes, avec des cycles locaux de production et de consommation, la participation des paysans… C’est cette agriculture familiale qui a posé les principes pour le développement de l’agroécologie dans les Andes.

**Mamadou Kourahoye Diallo :**

Nous avons eu un chef d’état entre 1984 et 2008. Pour revenir au thème pour lequel on est réuni : l’environnement socio-économique et les politiques agricoles. Quand le politique du pays est favorable au développement de l’agriculture il y a toutes les chances que cela passe. Quand nous avons lancé le FPFD le FMI et la BM ont dit que notre pomme de terre ne pouvait pas être protégé par notre Etat. Notre chef a dit : je m’en fous du FMI et de la BM, paysans produisez pour nourrir le peuple de Guinée, et il a mis en place des mesures protectionnistes. Résultat : la Guinée importait 1000 tonnes en 1992, ajd on produit 20 000 tonnes qu’on exporte dans la sous-région. Donc quand la volonté politique existe alors ça fonctionne.

Mais quand on n’a pas la volonté…

Notre pays a trois régions : la guinée forestière, la basse guinée, la haute guinée. Avec la crise mondiale les seuls paysans qui ont survécu étaient les paysans du FPFD, et pas les méga-projets de révolution verte. Il faut donc appuyer les OP dans un cadre conjoint et solidaire, car individuellement pris les agricultures familiales ne marchent pas : chez nous les intrants viennent d’Europe mais tout le monde paie.

Le dernier problème du foncier. Au niveau du ROPPA c’est l’un des grands thèmes de travail de l’organisation. Je ne pense pas qu’il y ait une agriculteur dans le monde qui veut vendre sa terre alors qu’il y produit, ou bien c’est un capital.

Un autre problème est que la plupart des jeunes veulent abandonner l’agriculture, dans tous les pays du monde. La question est donc fondamentale.

Ensuite la relation agroécologie et climat ; convention climat : convention biodiversité ; convention biosécurité. Quelle relation avec cet ensemble d’instruments ? Les ressources sont rares, comment les obtenir, et les utiliser pour quoi ?

**Joaquim Diniz :**

Sur la question de passer par la loi, ou pas. Nous avons créé au mois d’Août une loi sur l’agroécologie et la production organique. Cette loi propose une action intégrée des divers ministères pour influencer les politiques et les programmes vers l’agroécologie. Le dialogue interministériel est toujours difficile. Ici le gouvernement fédéral reconnaît la possibilité de l’agroécologie pour orienter différents programmes, au niveau fédéral.

Avec la difficulté de faire fonctionner les services conseils, on a un réseau qui s’est cré le Chic-chic ( ???), qui fait l’articulation entre agroécologie, économie solidaire et féminisme pour appuyer les initiatives des femmes dans la production et dans la représentation. Appuyer la transformation, élargir cela à d’autres produits comme l’artisanat, mettre en valeur d’autres matières premières, et faciliter la commercialisation. Une politique de marché public est aussi définie, avec un seuil minimal d’incorporation de produit d’agriculture familiale agroécologique dans les commandes des écoles à 30%, parfois à 100%.

Dans les villes, la vente en marché libre a également été mise en place. Voilà les configurations d’un environnement socio-économique incitatif.

**DEUXIEME SESSION APRES-MIDI :**

**Première table ronde : Articulation des dispositifs de conseil, recherche, formation.**

**Marciano Virola :**

Comment les paysans peuvent-ils adopter et élargir l’agroéocologie dans leurs exploitations. Je vais vous donner le pt de vue des paysans asiatiques et l’expérience des membres de l’AFA. Pour ce qui est de l’adoption et de l’élargissement, les paysans apprennent mieux d’autres paysans. Nous commençons toujours de la situation du paysan, où il est, à quel moment, quels problèmes il rencontre, et en fonction il existe des technologie qu’il peut adopter. Certaines sont traditionnelles et certaines sont le produit de nouvelles connaissances. Les paysans doivent adopter des pratiques qui correspondent aux tailles de leurs fermes, à leurs types de sol, les conditions climatiques et, mais surtout que ces technologies aient été adoptées par d’autres paysans, et qu’ils puissent apprendre des expériences des autres paysans. C’est également important que ces technologies aient été validées par de la recherche et des expériences scientifiques.

Comment les paysans accèdent-ils à ces savoirs, à ces pratiques ? Plusieurs manières de faciliter l’apprentissage et le transfert de savoirs : surtout par le transfert de paysan à paysan. Certains paysans peuvent mettre en place des parcelles de démonstration ou d’expérimentation où ils peuvent innover et montrer aux autres ce qui marche ou pas, et ça peut être compléter par des programmes d’entraînement et de formation de paysan à paysan. Ce sont des méthodologies qui fonctionnent au niveau des paysans.

Malgré ces méthodologies c’est toujours difficile d’adopter ces pratiques. Il y a de nombreuses contraintes et défis.

* Parfois il y a un manque de paysans innovateur et/ou techniciens qui veulent former d’autres paysans. Au Cambodge ils nous expliquaient, à l’ONG CEDAC, cela leur a pris 10 ans pour le SRI pour devenir un mouvement. Cela a commencé par 1 paysan, et progressivement c’est devenu un mouvement de paysans qui leur a permis de se libérer de la dépendance aux compagnies agro-chimiques et semencières ; élargir leur marché pour le riz, le tout complété par la mise en place de groupes d’épargne. Mais cela prend beaucoup de temps.
* Le manque de documentation et de production de données sur ces initiatives réussies. Beaucoup de projets et de programmes d’ONG restent anecdoctiques ou non documentés. On demande toujours : où sont les études, où sont les données ? Si on compare cela avec l’agriculture conventionnelle ils ont de gros budgets pour la recherche et peuvent montrer de nombreuses données sur les variétés à haut rendements, les OGM etc. Mais le travail des paysans et le support des ONG n’est pas documenté, il y a un manque de budget.
* Faire correspondre les besoins aux pratiques est également très difficile. Un paysan en Afghanistan a besoin d’une technique en particulier, mais où est-elle, cette technique ? En Chine peut-être ? Comment trouve-t-on le savoir et l’apporte-t-on au paysan ? Il faudrait un bien meilleur échange des connaissances. Peut-on avoir un facebook, des paysans ? Comment se fait-il qu’avec les NTIC que l’on a il soit toujours aussi difficile de diffuser le savoir ? Pourquoi tous ces savoirs et expériences sont-ils gardés ? Pourquoi ne connaît-on pas plus les révolutions agroécologiques en Amérique Latine ? Pourquoi les institutions de recherches et publiques ne s’emparent-ils pas de la question ?
* Enfin il y a des contraintes socioculturelles qui rendent la transition difficile. Un paysan que je connais prend en charge une banque de semence communautaire, et je lui ai demandé ses difficultés : ce n’est pas la charge de travail, la technologie que je dois apprendre… mais les moqueries et les quolibets de ses voisins en agriculture conventionnelle qui lui demandent « pourquoi te rend tu la vie si difficile ? tu dois tout faire sur ta ferme, désherber, produire tes propres pesticides, c’est idiot ! ». Les paysans eux-mêmes semblent avoir oublié les savoirs traditionnels, qui semblent leur être devenus totalement étrangers. Parfois ceux qui auraient le plus intérêt d’adopter l’agroécologie le regarde avec énormément de scepticisme. Alors comment changer cet état d’esprit ? Comment changer la conscience des paysans et favoriser cette nouvelle approche agroécologique, que leurs ancêtres pratiquaient également auparavant.

Avec toutes ces contraintes, quelles sont les réponses possibles et le support possible aux besoins des fermiers ?

On doit identifier des paysans adopteurs et innovateurs que les autres paysans peuvent suivre pour avoir le courage de faire la transition.

On doit supporter les expérimentations participatives, pour documenter les expériences générer du savoir pour que les paysans puissent prendre du recul sur leurs expériences et savoir ce qui marche, ou pas, et que ce ne soit pas seulement les experts techniques.

Il y a un manque de recherche sur les techniques agroécologiques. On commence à les enseigner à l’école mais ce n’est pas suffisant. J’ai parlé à un jeune fermier des Philippines avec une association de jeunes paysans, ils étaient tous étudiants en agriculture et ils ont réalisé que la plupart des diplomés du collège finissaient comme agent des compagnies agrochimiques à vendre des intrants aux paysans… Mais puisque eux ont été exposés à l’agroécologie pendant des visites d’études ils ont décidé de se regrouper et de pratiquer l’agroécologie sur leur ferme, et d’encourager les jeunes paysans à les suivre. Cela demande beaucoup de temps, de motivation, et peut-être même une croyance idéologique que c’est dont ils ont besoin. En bref il y a besoin de beaucoup d’appui technique, qui ne discute pas seulement de la technologie mais des conditions de l’adoption du paysans, de l’adaptation à ses besoins, de l’innovation à apporter. Nous pensons que les paysans peuvent toujours adapter les technologies aux conditions locales, que la connaissance peut toujours être générées. Il faut que l’expérimentation et l’adoption continue jusqu’à ce que nous atteignons une masse critique et que nous transformions le système alimentaire dans sa globalité.

**VALENTIN BEAUVAL :**

Je vais prendre une casquette de paysan français cet après-midi, qui sur la question de l’articulation entre dispositif de recherche et de conseil a quelques expériences. En 1980 on était en pleine révolution verte au niveau du blé, il fallait intensifier les pratiques agricoles. Le dispositif de conseil, venant des Chambre d’Agriculture ou des opérteurs privé, avait pour but de nous faire passer un paquet technique avec intrants, engrais, pesticides. Dans les filières semences c’est la même démarche : des chercheurs mettent au point des paquet techniques, lesquels sont diffusé par des systèmes de vulgarisation. Le paysans est là pour appliquer. Le technicien a un rôle de prescripteur. Or ce type de démarche ne correspondait pas à ma philosophie et j’ai vite rejoint des agriculteurs dans d’autres réseaux avec des démarche horizontales, bottom-up, à l’inverse des démarches top-down de la révolution verte et même semencière. Dès qu’on est dans un schéma agroindustriel ces démarches descendantes sont dominantes.

Comme j’avais des soucis de durabilité, et que je me rendais compte que ceux qui m’entouraient au niveau conseil avaient une vision sectaire type « filière » et non pas des impacts de mon système sur la chaine alimentaire et sur l’environnement, je me suis rapproché de groupes de paysans, d’abord dans le cadre des chambres de l’agriculture, puis des réseaux CIVAM. J’insiste sur ce point : la dimension de créativité des agriculteurs en *groupe* pour ne pas se sentir isolé des voisins, est absolument fondamentale. Heureusement nous avons pu bénéficier de financement, malheureusement insuffisants mais réels. Car il fallait bien appuyer les réseaux. Aujourd’hui la région appuie les CIVAM, également nous avons eu des financements du Ministère de l’agriculture sur appel d’offre. Et également Barnier avait fait passé le plan Ecophyto 2018 pour diminuer de moitié les pesticides. Sa démarche n’a pas été de financer les institutions de recherches, mais de financer l’appui technique des paysans pour mettre au point des références qui puissent se diffuser ailleurs. Or au niveau de l’agroécologie il est indispensable de conforter ce travail de groupe au sein des réseaux, lequel a prouvé depuis des décennies sa productivité.

Les alternatives au tout maïs et tout soja importé ce sont des paysans qui les ont mise au point en reprenant en grande partie les techniques de leur grand père mais également en innovant ! L’importance de l’autonomie : technique, énergétique, alimentaire. Cette vision globale ne peut être un conseiller de firme privée qui peut vous la donner, car il cherche toujours à vendre quelque chose.

Comment fonctionnent ces groupes ? Beaucoup de visites. Le technicien est facilitateur, mais pas seulement. IL doit jouer un rôle pour aider les paysans à élaborer des références technico-économiques utiles pour leur voisin, et aider à l’établissement de la rigueur méthodologique car les paysans n’ont pas forcément le temps de mettre des protocoles etc.

Les visites sont importantes : le technicien visite une ferme, le paysan met son système sur la table, la réunion est bien préparée, on partage, on discute, on avance et souvent on innove.

Un point sur lesquel j’insiste est que les réseaux sociaux deviennent un moteur d’innovation paysanne en France, comme le réseau BASE. On commence par le réseau social sur internet, puis on continue par des groupes et des visites de terrain. Ca peut être très complémentaire. Ce sont ces dynamiques là qui, en France, font fonctionner les réseaux d’agriculture durable, grâce à de nombreux groupes : bio, agriculture durable, CIVAM, etc etc. Et les références technico-économiques n’ont pas été mises en place dans des stations de recherche pour être diffusée en mode top-down. Néanmoins on a le droit à des chercheurs, beaucoup d’exemples sur lesquels on doit creuser : par exemple si on veut être plus autonome en protéines végétales avec un système à production animale alors il faut intégrer des protéagineux, formidables en plus pour capter l’azote. Mais pour y parvenir il faut également une certaine amélioration génétique des variétés. Or depuis 30 ans la recherche publique n’a quasiment pas travaillé sur les vérités locales : féverolles, lupin. La recherche publique doit être à l’écoute des paysans. Ecophyto 2018 finance les techniciens, mais également les interventions de chercheurs. Cela demande une écoute des chercheurs, une démarche participative à laquelle ils n’ont pas été formés, et qui ne consiste pas un critère d’évaluation car ils sont évalués sur la publication et pas sur la réponse aux demandes sociétales.

Dans le cadre de la Journée de l’agroécologie à l’ESA d’Angers on a eu 17 innovations paysannes présentées… mais ces choses n’ont pas été appuyées de l’extérieur. Il faut insister sur le conseil technique, économique, et la recherche, pour faire en sorte que les chercheurs soient libres par rapport à leurs recherches, et également qu’ils puissent aller sur le terrain.

**DEUXIEME TABLE RONDE : COOPERATION INTERNATIONALE.**

**Maureen Jorand, chargée de plaidoyer sécurité alimentaire :**

La C2A suit les négociations internationales sur la sécurité alimentaire et les questions agricoles depuis plusieurs années. La thématique du modèle agricole à défendre sur la question du changement climatique émerge dans les négociations internationales, et il faut voir comment le concept d’agroécologie émerge dans cette discussion. On a vu la nécessité de politiques publiques pour changer d’échelle. Mais il faut prendre en compte le poids des dynamiques internationales sur le développement des PP. Ajd on a une forte promotion des investissements privés, avec la dynamique du G8 et de la nouvelle alliance de 25 multinationales américaines voulant développer l’agriculture dans 6 pays d’Afrique.

Parallèlement à cela il est nécessaire qu’au iveau de la gouvernance alimentaire internationale, et la gouvernance du développement rural, soit prise en compte le concept de l’agroécologie. Or la thématique agriculture et changement climatique était un des objets de discussions du Comité de la Sécurité Alimentaire mondiale de la FAO, réformé depuis 2 ans avec un mode de gouvernance innovant : états, organisations internationales, secteur privé et un mécanisme de la société civile représentant l’ensemble de la société civile international, et le travail du HLPE qui produit sur la base des recherches théoriques et empiriques un rapport sur l’état des discussion, permettant de les cadrer et de les lancer. Un rapport cette année a été publié, et pour la première fois dans un rapport international les approches agroécologiques étaient clairement mentionnées comme pouvant répondre aux défis.

Il est intéressant de voir comment les états n’ont pas nécessairement su prendre position des réflexions du HLPE, ni intégrer l’agroécologie dans la décision finale des états. La SC a fortement appuyé pour l’intégration du concept dans les états, mais s’est trouvé confronté à un secteur privé voulant l’intégrer à la condition d’intégrer les modèles de climate-smart agriculture, proche de l’économie verte. On était en concurrence : devait-on pousser pour l’intégration au risque d’avoir un concept du secteur privé ? Pour nous le risque était trop important, nous avons reculé. Cela fait vraiment appel à une réflexion qu’il faut avoir sur la vulgarisation du concept d’agroécologie puisqu’au final on s’est retrouvé dans une opposition de concept : l’agrtoécologie come concept de la société civile, avec des concepts du secteur privé, et des concepts des états. Donc il faut diffuer et vulgariser l’agroécologie auprès des états, en particulier les africains qui ont peu de connaissances de cela. Donc il faut une stratégie internationale de vulgarisation.

Aussi il faut multiplier les espaces de promotion de l’agroécologie : cela ne doit pas se limiter à la SC qui travaille là-dessus, il y a toujours une multitude d’interlocuteur, et la thématique agriculture-changement climatique apparaît dans de nombreux espaces : la COP de Doha, Rio+20, etc, cela va continuer car de nombreuses discussions sont lancées. Il faut donc vulgariser ce concept sur les autres acteurs de la société civile internationale, notamment agissant sur l’environnement, pour harmoniser le plaidoyer et faire pression au niveau international.

**Claude Torre, AFD :**

Comment l’agroécologie fait partie de la stratégie de l’AFD dans la promotion de la sécurité alimentaire en AfSub ?

On fait un document cadre qui va être discuté bientôt avec le ministre et les ONGs, en Janvier.

De manière générale le travail de l’AFD est de soutenir une croissance forte dans les PED, puisque derrière c’est du revenu, de l’emploi. Elle doit être inclusive et durale en conservant le cpaital naturel au niveau de la parcelle, des territoires, des bassins versant. A travers des concertations entre acteurs : collectivités, OP, secteur privé, états, pour la mise en place de PP *ad hoc*. Au niveau du ciblage on cible des agricultures familiales en priorité qu’on peut atteindre soit directement soit indirectement, à travers le travail sur des OPs qui peuvent fournir un appui aux producteurs. On veut créer une économie rurale prospère et riche en emplois pour dégager des revenus, pour construire des infrastructures et mettre en place des environnemetns institutionnels avec des services auprès de sproducteurs : conseil, formation etc. Le capital humain : formations rurales. K naturel : maintenir, conserver, gérer les ressources naturelles.

Les points d’attention, nos anciens points faibles : travailler sur la structuration des filières vivrières. L’aspect aval est imprtant sur la transformation, les marchés et donc les revenus en amélioration la captation de valeur ajoutée. La gestion des risques. LA gestion concertée des ressources naturelles, la sécurisation foncière et des usages. L’intensification agroécologique devra prendre une part importante.

Quelle expérience a-t-on sur une des pratiques agroécologies, le SCV à Madagascar ?

Avec le CIRAD sur 15 ans, on a financé 30 millions d’euros sur de nombreux projets nationaux et transversaux. Nord Cameroun, Mali, Madagascar, Laos, Cambodge, Tunisie… cirad.agroécologie. Capitalisation : manuel sur les SCV. Systèmes sous couverts végétaux : semis direct sans toucher au sol, couverture permanente, rotation culturale. On a certaines questions par rapport à cette expérience qui n’a pas été la plus optimale :

* il y a eu bcp de travaux de recherche ayant permis au CIRAD de capitaliser… mais en termes de diffusion c’est bcp moins réussi et bcp plus difficile. Il y avait une approche projet, qui complique la tâche. Contextes de sol très dégradé, et il fallait récupérer un K de matière organique pas évident. Aussi lié à une problématique de « paquet technologique », cad qu’on demande aux exploitations de faire un saut institutionnel : avoir du financement, des semences spécifiques pour les plantes de couverture, des intrants (glyphosate comme herbicide avant de semer en direct), mécanisation (outils pour semer dans les couvertures végétales).

Ces expériences vont être évaluées en 2013, on veut en profiter pour avoir une réflexion plus large sur les pratiques de l’agroécologie, notamment en incluant auprès d’autre bailleur les questions d’agroforesterie et d’agriculture élevage.

Quelles perspectives à plus long-terme ?

On a besoin d’accroître npos connaissances pour ne pas rester bloqués sur une seule pratique, même si elle a réussi, toutefois avec des éléments non agroécologiques dans le sud du Brésil. On veut intégrer la question de l’eau également. Notre approche sera plus contextualisée dans le sens où on veut être plus en accompagnement de dynamiques existantes : il n’y a pas de solutions miracles, il faut partir de l’existant, comprendre les dynamiques culturales qui se mettent en place et comment on peut les accompagner. Pourquoi pas avec une hybridation des pratiques mêlant pratiques conventionnelles et innovantes. Sachant que ce sont les agriculteurs eux-mêmes qui adaptent les pratiques. A Madagascar une approche de semis direct a permis à des agriculteurs de se réorienter avec des élevages et des prairies permanentes, ce qui n’était pas attendu au départ.

On réfléchit sur les incitations publiques pour dvper ces approches : PSE par exemple, comment les mobiliser quels circuits ? Réflexion à un niveau territorial également.

Au niveau des pratiques on veut avoir une approche plus transversale dans nos opérations, en « verdissant » nos pratiques. On veut travailler en partenariat élargi et ne pas se coincer comme avec le CIRAD. D’autres bailleurs de fonds, les allemands et les bailleurs du Nord ont une énorme expérience sur l’agroécologie.

Financement également la R&D et la formation : les pays hésitent à se financer sur prêts sur ces enjeux là. On a donc des besoins importants en subventions.

Par rapport aux ONGs on a une expérience avec les FISONG (Facilité Innovation Sectorielle ONG) sur l’agriculture de conservation, des ONGs ont mis en place des expériences dans ce domaine, et la prochaine sera orientée sur l’adaptation des pratiques agricoles au changement climatique.

**DEBAT :**

**DANAIA :**

Par rapport à la question de la recherche je vais rejoindre Mamadou Diallo qui a insisté sur les PAS. Notre expérience au Mali, à l’IER de Bamako, un centre public, le prouve. L’état malien ne paie pas la recherche, donc c’est ceux qui la demande et qui la financent. Aucune recherche sur l’agroécologie donc. Si on veut le faire : il faut trouver le budget. Si on parle de PAS, c’est quand même la réalité qui fait que de façon top down l’agroécologie n’es tpas possible au Mali. Il reste la recherche des paysans, qui n’ont aps toujours les moyens de le faire de façon approfondie, avec des protocoles rigoureux, comparatifs etc.

Les PAS ont également un impact au niveau de la formation. DANAIA avait démarré un projet de création d’un module de formation en agroécologie dans les écoles d’agriculture du Mali. C’est une sosrte de substitution à l’état, car l’état n’a pas les moyens, mais est-ce la finalité ?

Pour la diffusion de l’agroécologie, l’un des moyens d’y arriver est effectivement d’avoir une approche top down par le biais des écoles, une approche à long-terme ; firmaion des enseignants, des programmes, des supports de courts. Il faut que les élèves soient formés, avec des brevets de techniciens. Et après il faut que, enfin, ils trouvent des boulots de techniciens ce qui est difficile, à l’état ou dans les ONGs, pour enfin, former des paysans.

Une autre approche se développe en Afrique de l’Ouest des réseaux se forment : AFAFA Sénégal, ENDA Pronat, AVS Mali, AVAPA, BD, Terre & Humanisme, se consultent de plus en plus et s’organisent pour faire connaître directement auprès des paysans els méthodes de l’agroécologie. Les deux approches sont nécessaires ;

Une troisième, médiatique, est intéressante : les paysans à force d’écouter RFI pratiquent des choses car ils ont entendu X, Y, Z. Il faudra donc tous ces axes de transmissions de l’information et de la connaissance.

**Charlotte Libog, coordinatrice de la plateforme René Dumont dédiée à la promotion de l’entrepreneuriat agricole en AfSub.**

Vous parlez de moyens, mais c’est une question de volonté politique. L’agriculture africaine est en proie à 30 ans de politiques agricoles inexistantes et inadaptées, et il faudrait que la société civile puise prendre les choses en mains, que le secteur privé puisse s’impliquer également.

Je représente une plateforme associative créée par des cadres et desentrepreneurs africains voualtn relancer l’agriculture. L’agroécologie nous intéresse et à ce titre nous avons créé des espaces sur les réseaux sociaux, Vidao, LinkedIn, Facebook. Je suis à votre disposition pour toutes celles et ceux qui souhaiteraient nous fournir des informations relatives à cette science là pour qu’on puisse participer à l’effort de vulgarisation.

**Michel GIRARD, administrateur à l’ONG Initiatives &Développement Poitiers :**

Les évolutions vers l’agroécologie sont exigeantes en temps : besoin d’un bon diagnostic, recherche, vulgarisation. La raison d’être d’une ONG comme celle à qui j’appartiens est d’appuyer des partenaires au Sud sur leurs projets. Peut-on espérer des bailleurs des engagements dans la durée ?

**Céline ALLAVERDIAN :**

Je fais des constats sur la recherche agricole pour le dévleoppement. On a un projet d’inclusion des petits paysans dans la recherche agricole, dans régions AfOuest, Af Australe, AfSub : on constate que toutes les institutions de recherche publique sont HS à cause des PAS, des réduction de budget etc. On voit aussi que, du coup, le secteur privé investit la recherche agricole : la Fondation Bill Gates, les compagnies phytosanitaires investit ce champ là et utilisent les infrastructures publiques pour mener leur recherche. Il y a les institutions de recherche internationales, UE, USA, ont des programmes de recherches, et parfois des chercheurs intéressés comprenant qu’il faille inclure des paysans, mais même avec ces gens là la vision qu’ils ont est de faire participer les paysans dans les essais en champ mais l’inclusion se limite à cela, alors que notre message est que : les paysans doivent être en amont dans la définition des programmes de recherche ; des orientations des financements, ce aussi bien au niveau français par rapport au CIRAD, l’INRA, mais également au niveau international le CGIAR pour lequel on a besoin d’une participation paysanne et pas seulement un représentation venu d’on ne sait où placé pour faire joli.

On a besoin d’une représentativité des OPs, des org d’éleveurs, de consommateurs, pour que cela se décide en concertation. Je suis sidéré par le nombre de questions de la FPFD, mais quand on leur parle de partenariat avec la recherche guinéenne ils partent en courant. Et en même temps c’est compliqué de faire des partenariats avec le CIRAD car tout le monde court après ses programmes, ses publications, ses stratégies…

**Christophe NAUDIN :**

Importance sur les relations entre paysans chercheurs et chercheurs académiques. Elle ne peut se développer que si on est conscient des attentes et des différences de ces deux publics. Le paysan avance souvent sur un savoir empirique, tandis que le chercheur académique va plutôt chercher des connaissances généralisables de nature différente. Au premier abord elles se contredisent et s’opposent, et la richesse survient quand on parvient à les confronter et les faire passer de l’une à l’autre. C’est très difficile d’un point de vue épistémologique.

L’autre point était sur les paysans expérimentateurs : il faudrait penser à des systèmes de rémunération du risque qu’ils prennent en testant de nouvelles pratiques qui ne se mettent pas au point du premier coup. C’est un risque de baisse de revenu. Cela pourrait être intéressant d’envisager dans une pltq de dvpmt ou projet d’envisager une rémunération de se risque.

**Patrice Burger, CARI :**

Je fais de la formation en agroécologie depuis 20 ans. Les agroécologistes que j’ai rencontré ont l’agroécologie modeste mais résolue. Tous ceux qui l’ont développé dans le monde, c’est de là que c’est parti. L’appui technique, la formation est très importante.

Oui, une plateforme d’échange des pratiques et des expériences, cad de la capitalisation, c’est ce qu’il faut aux agroécologistes du monde. L’un des problèmes de notre formation était la question des résistances : combien de fois ai-je entendu les agriculteurs nous dire : pourquoi appliquer ces pratiques qui demande plus de travail, un retour sur investissement plus long ? On parle souvent des techniques, mais l’agroécologie demande une démarche personnelle. Si les personnes s’engagent dans l’agrocologie uniquement pour augmenter les rendements ou accroître la productivité du travail, alors on va vers des désillusions. Il faut que les gens comprennent la portée de l’agroécologie, pas seulement en terme de production. Il faut décoloniser notre imaginaire.

Quant à savoir s’il faut légiférer : oui, il faut certainement trouver des appuis dans les politiques publiques mais dans des contextes locaux. Dès qu’on va vers des situations nationales ou régionales on a des risques de gens qui vont se saisir de cela pour faire du n’importe quoi, comme l’a dit Mamadou.

**Valentin BEAUVAL :**

Sur la rémunération des services agroécologiques que peuvent rendre les paysans, je vais rappeler que la PAC met en œuvre des mesures agri-environnementales (MAE), cela permet à chauqe agriculture français de toucher en moyenne 25 000 euros. La PAC est en renégociation et il est souhaité que 20 à 30% de ces aides aillent à des conditionnalités plus nettement agroécologiques. Ces aides sont importantes : 300 euros/ha, en Pays de Loire, correspond à 200 EUROS de subventions des consommateurs. Grâce à cet argent il y a un moyen d’aider les agriculteurs à prendre des risques. C’est même un devoir. On ne peut pas toucher autant d’argent des citoyens européens sans avoir des contreparties.

Le pb est que dans bcp de pays du Sud cette démarche n’est pas applicable, même s’il existe des financements et des redistributions agroécologiques. Mais les états se financent à partir de la production agricole, et non l’inverse.

A propos de l’Afrique, on emploie ce terme d’agroécologie, mais je me rend compte que l’emploi des mots, des modes : développement intégrés, filières etc, il faut faire attention que ça ne dure pas que 5 ans comme tous les concepts. Il faut faire attention que le concept ne noie pas tout. ENDA Sénégal travaille sur l’agroécologie, sans la nommer. De même au Mali, rotations culturales, légumineuses, mise en place de haies, association agriculture-élevage, importants recyclage de biomasse… sans nommer. Bénin, centre Songhai a fait un travail considérable également… Il faudrait que ce concept unifie des démarches extérieures et ne se substitue pas aux autres.

Il faut financer des groupes de recherches, et je me retourne vers l’AFD : ne pourrait-elle pas financer cela dans les PED, à l’image de ce que l’état français fait pour les réseaux SETA et CIVAM ?

**Claude TORRE :**

L’AFD ne fabrique pas d’argent. On intervient à 90% par prêt. Le reste par subvention données par nos tutelles, notamment le MAE, lesquelles servent souvent à financer les ONGs. Il y aura bientôt cette facilité pour les pratiques agricoles et le changement climatique, pour répondre à Initatives&Dvpmt, on a conscience que c’est insuffisant, mais cela permettra de financer tout ce qui est « soft » et que les pays ne veulent pas financer sur prêt.

On essaie aussi de chercher des moyens ailleurs, notamment avec la CE, avec qui on discute sur une facilité agroécologique qui pourrait émerger d’ici quelque temps.

Par rapport aux politiques publiques, nous sommes un financeur : on travaille avec des partenaires et on doit tenir compte de leur demande. Si nos partenaires nous demandent de financer le déboisement et l’installation de gros investisseurs, on ne prendra pas, mais on essaiera de discuter et trouver des arbitrages et des compromis avec les partenaires en lui montrant que statistiquement l’agriculture familiale peut répondre à la demande urbaine depuis 20 ans. L’autre point est de montrer que sur les exploitations agro-industrielles existantes tout n’est pas parfait, on a des pbs notamment de rendement et que ce n’est pas la meilleure solution pour répondre aux besoins des politiques.

Sur l’appui au développement participatif c’est qqch de long-terme, que les gouvernements hésitent à financer et reconstruire. Soit ils le font en one-shot avec un projet, puis cela s’arrête. On a un vrai problème de durabilité sur les questions de financement d’appui-conseil, de financement des OPs. Les deux grosses OP qui on pu émerger au Mali et Burkina sont après 25 ans d’appui continu de la coopération canadienne. Si je prend l’exemple du Brésil, en 30 ans il y a eu une révolution agricole : elle s’est fait à partir des grands producteurs en semis direct, ce sont les grands qui l’ont porté, c’est grâce à eux si la moitié des surfaces sont en SCV – même si peu écologiques. Il faut donc trouver les bons porteurs des pratiques.

L’autre point est les technologies : le semis direct au Brésil a pu émerger grâce au dvpmt des machines de semi appropriées, de la traction attelée. Et cela représente 10 à 15 ans d’investissements. Les états pauvres hésitent donc à investir dans la recherche et la formation.

**Mamadou DIALLO :**

Vous parlez de la recherche, et comme on l’a dit les PAS ont tout destitué et nos états sont sans le sou. Le peu de recherche sont faites par les multinationales qui sont en quête de nouvelles terres. On a eu Global2000 qui a fait des recherches sur la fertilité des sols. Les résultats ont montré que c’était un peu cher et ils ont tout arrêté. On a eu le massif du Fouta Djallon, avec un programme de l’OUA qui a voulu financer des recherches sur la protection de ce massif : c’est resté au stade de projet alors que c’est une menace régionale. Il y a eu un mauvais ancrage du projet : les premiers à utiliser le massif sont les paysans, or ni eux ni les OPs n’ont été associé à ce projet.

Je rejoins Marciano : la plateforme d’échange est fondamentale, qu’on sache de quoi on parle. Il permettrait à chacun de savoir ce qu’il véhicule comme message. Surtout avec nos problèmes avec les pseudo-socialistes, puis les PAS, la faim s’installe. On a 59% de taux de pauvreté de la population. Le niveau de pauvreté s’accroît : donc dire  « changez de méthode ! », il faut apporter des arguments. On a un modèle d’échange entre les producteurs, on a incité les gens à faire du compost, on est passé de 300 compostières à 30 000, avec un projet financé par l’UE. Quand on voit que ça marche ça fait tâche d’huile. Aujourd’hui les communication sont fulgurantes, dans mon village il y a 6 réseaux : si une technique marche dans un village, qu’elle est appropriée il faut la diffuser. Mais il faut faire attention à ne pas faire n’importe quoi. Les paysans sont réticents, quand vous parlez de quelque chose mesurez vos mots.

**Joaquim DINIZ :**

Pour ajouter un mot à ce qui a été dit, quand on se pose la question de savoir quelle agriculture peut répondre aux défis. L’agriculture capitaliste à la base c’est la compétition, tandis que l’agriculture familiale à la base c’est la solidarité. Donc la proposition d’avoir une plateforme de partage des connaissances entre les pays, entre les paysans, de faire une coopération à ce sujet là, est une bonne idée. Il faut faire de la solidarité réelle, que l’agriculture se rapproche plus de la nature, et également recréer de nouvelles relations entre producteurs et consommateurs, rapprocher l’urbain et le rural. Il faut également rapprocher l’agroécologie de l’économie solidaire.

**Synthèse de la journée par Frédéric APOLLIN :**

Je vais relever quelques points saillants de cette journée, pas nécessairement le pourquoi et le comment.

* Le premier point est que l’agroécologie est peut-être une nouveauté scientifique, mais pas nécessairement une nouveauté pour les paysans. De nombreux paysans dans le monde ont été des agroécologistes, qui s’est perdue, car plus adaptée aux nouvelles conditions, démographiques par exemple, ou bien noyées par des modèles de révolution verte. Par exemple le film des Moissons du Futur commence par présenter la milpa, un système ancestral d’association des cultures. Ce système a longtemps été décrié par de nombreux agronomes comme non efficient, revient aujourd’hui à la mode !
* Est-ce que l’agroécologie est une solution avec l’agriculture paysanne ou pour tout système ? On n’a pas entendu ici de voix dissonante, même si des interrogations sur les rendements et la productivité du travail, pour dire que ce n’était pas une voie importante à promouvoir demain pour relever les défis. Dans ces débats je retiens tout de même que l’agriculture paysanne doit être soutenue dans la promotion de l’agroécologie, car ce sont les agroécologistes historiques. L’agroécologie est née des paysans et pas nécessairement de la recherche et des ONGs. Je rappellerai les mêmes chiffres : 20 à 30 M des exploitations paysannes conventionnelles, et 500 millions d’exploitations non dans ces systèmes et produisant 60 à 70% de la production mondiale. On ne sait pas exactement combien d’entre eux sont agroécologistes, ni d’ailleurs exactement combien détruisent l’environnement comme tu le mentionnais Claude. Aussi, sur l’enjeu de l’emploi en milieu rural, du maintien de la vie sur ces territoires ; sur la qualité de l’alimentation, il faudra que l’agroécologie s’adresse aux agricultures paysannes.
* Vous avez dit que soutenir l’agroécologie signifiait la soutenir dans toutes ses composantes :
  + On parlé de techniques et de pratiques agroécologiques, surtout agricoles, assez peu d’élevage, ce qui reste un grnad champ à travailler.
  + Nos collègues ont souligné que l’agroécologie est une composante économique qui implique une réorganisation des filières d’échange et de valorisation des produits. On ne pourra pas promouvoir l’agroécologie sans rémunération correcte du produit.
  + Composante politique : le rôle des OPs, des réseaux, pour créer des réseaux d’innovations, faire en sorte qu’il y ait des échanges paysan. Promouvoir dans ces réseaux la réflexion sur le type d’agriculture souhaitée sur le territoire pour demain, pas seulement pour le revenu mais pour le futur, le type d’environnement qu’on veut laisser à nos enfants. Cette question devra être poussée par les paysans.
* Le quatrième élément : l’agroécologie n’est pas la bio. Il faut le rappeler. En disant ça on fait tomber des peurs, chez les institutionnels, chez les paysans. Que l’agriculture est bien complémentaire car au-delà de la parcelle ou de l’élevage qui est l’échelle de la bio, l’agroécologie nous implique à poser la question du territoire lui même et pas seulement la parcelle.
* L’agroécologie pose de nombreux défis aux acteurs sur le changement d’échelle. Défi pour de nombreux praticiens du développement
  + Renouveau du conseil agricole
  + Vision de l’action que l’on peut avoir dans le dvpmt rural au niveau des territoires
  + Les institutions de formation : jeunes ruraux mais aussi cadre. Maria témoignait d’un enseignement dans l’université qui autorisait un master en agroécologie après un cycle de formation de 4 ans uniquement focalisé sur le modèle conventionnel. Souhaite-t-on que l’agroécologie ne soit qu’une spécialisation d’un modèle conventionnel ou veut-on aller plus loin ?
  + La recherche, qui doit, et qui a commencé, à renouveler ses propres questionnements scientifiques et à prendre en compte les questionnements paysans. Il y a de la recherche qui commence à s’adapter, mais c’est un défi, notamment dans l’approche participative mais également systémique et pas nécessairement analytique et en particulier sur l’élevage.
  + Défi pour les OPs : implique la mise en place de nouveau services, ne serait-ce que pour les réseaux d’innovation ; sur les questions de certification participative qui demande des organisations collectives et de nouvelles alliances notamment avec les municipalités ; réfléchir ce qu’on attend de la production agricole (revenu économique seulement ou bien d’autres choses ?) ; défi pour être en lien avec le mot urbain et les consommateurs car si demain on veut promouvoir l’agroécologie il faudra une demande urbaine des consommateurs en produits de qualité. La réflexion du type d’agriculture de demain doit être traitée entre paysans et consommateurs.
  + Défis pour les institutionnels et les politiques.
    - Diallo a dit de simplifier l’environnement institutionnel.
    - On a parlé de la sécurisation du foncier.
    - Protection du marché intérieur
    - Législation adaptée qui ne devraient pas se limiter à des législations de tyoe bio à l’export.
    - Politiques de financement pour répondre aux investissements nombreux nécessaires.
  + Défi pour la coopération internationale :
    - Les ONGs
    - L’AFD
    - Comment réinvente-t-on de la coopération qui implique tous les acteurs travaillant sur le sujet ?
* L’agroécologie nous invite à ne pas avoir une vision ni réductrice ni dogmatique. Il y a du pour ou du contre. Il ne faut avoir de peur, si on met bien le mot de transition en avant. Ce n’est pas un dogme à appliquer mais une transition vers des systèmes plus durables et respectueux de l’homme et des relations producteurs-consommateurs. Soyons réalistes, et lents. Elle implique de bien identifier les problématiques sur les territoires, et les hiérarchiser ; identifier les savoirs locaux y compris ceux qui étaient perdus pour les re-moderniser ; identifier les voies de valorisation économique (label, marchés locaux, achat public etc). L’approche implique un diagnostic participatif, et que les OPs choisissent elles-mêmes comme M. Diallo l’a dit.
* Attention enfin à ne pas banaliser l’agroécologie, il ne faut renoncer à certains nombres de fondements. Si on pense l’agroécologie comme un modèle agricole et territorial du futur, ne retombons pas dans des concepts flous comme l’agriculture raisonnée, la climate-smart aricole. L’agroécologie porte en elle des valeurs à resituer :
  + L’autonomie
  + La diversité
  + La qualité
  + Organisation de la production et des échanges au niveau des territoires.
  + Je dirais que l’agroécologie est une manière de valoriser le métier historique du paysan sur une agriculture nourricière qui ne violente pas la nature.
* Sur la notion de documentation il faut également rajouter l’importance de l’évaluation des performances : techniques, économiques, environnementale, en lien avec la recherche. Ainsi que l’échange : réseaux de connaissances, NTIC, échange physique, sur lequel nous devrions tous travailler.